
PUBLIC POLICY MASTER THESIS

Avril 2025

**La communication au service du bon
gouvernement chez Valéry Giscard
d'Estaing**

Inés Pellistrandi
Mémoire dirigé par Éric Thiers
Second membre du jury : Nicolas Rousselier

Master Politiques publiques
Spécialité Administration publique

Sommaire

QUELS SONT LES PRINCIPAUX APPORTS DE LA RECHERCHE ?	3 -
INTRODUCTION	4 -
ÉTAT DES SAVOIRS, PRESENTATION DES METHODES, DES DONNEES ET DES SOURCES....	8 -
I – LA FABRIQUE D’UN CANDIDAT ET L’ART PRECOCE DE LA COMMUNICATION	10 -
AUX ORIGINES D’UN DESTIN POLITIQUE.....	10 -
<i>De l’énarque au député : l’invention d’une nouvelle légitimité politique</i>	<i>10 -</i>
<i>Les atouts de la jeunesse dans la nouvelle république gaullienne.....</i>	<i>12 -</i>
S’EMANCIPER DU GAULLISME	14 -
<i>Une stratégie d’autonomisation.....</i>	<i>14 -</i>
<i>La consolidation d’une image de leader.....</i>	<i>16 -</i>
<i>Une campagne moderne.....</i>	<i>18 -</i>
II – DU CANDIDAT AU PRESIDENT (1974-1981) : UNE METAMORPHOSE DE LA FIGURE PRESIDENTIELLE ET UN RENOUVEAU DE LA COMMUNICATION POLITIQUE AU SERVICE DU BON GOUVERNEMENT	22 -
LA MODERNISATION DE LA FONCTION PRESIDENTIELLE	22 -
<i>Le Président-citoyen.....</i>	<i>23 -</i>
<i>Réunir les conditions d’un dialogue républicain.....</i>	<i>24 -</i>
UNE COMMUNICATION RENOUVELEE AU SERVICE DE LA TRANSPARENCE ET DE LA PEDAGOGIE DE L’ACTION PUBLIQUE.....	26 -
<i>La publicité de l’action gouvernementale.....</i>	<i>27 -</i>
<i>Une transformation des pratiques de communication institutionnelle</i>	<i>27 -</i>
<i>Rééquilibrer les rapports entre l’administration et les administrés</i>	<i>30 -</i>
<i>Les vertus de la pédagogie.....</i>	<i>31 -</i>
III – LE RETOUR DU CANDIDAT ET LA CAMPAGNE RATEE DE 1981 : LE DESAVEU D’UNE POLITIQUE OU D’UNE PERSONNE ?	35 -
DES ERREURS DE COMMUNICATION... OU DE NON-COMMUNICATION	35 -
<i>Une distance technocratique.....</i>	<i>35 -</i>
<i>Une mise en cause de l’intégrité personnelle du Président</i>	<i>36 -</i>
LA CAMPAGNE RATEE DE 1981	36 -
<i>Un discours de vérité impuissant face aux promesses électorales</i>	<i>37 -</i>
<i>Une stratégie de communication à bout de souffle.....</i>	<i>38 -</i>
<i>Le départ de l’Élysée.....</i>	<i>39 -</i>
CONCLUSION.....	42 -
PENSER LE BON GOUVERNEMENT	42 -
QUELS ENSEIGNEMENTS POUR AUJOURD’HUI ?.....	44 -
BIBLIOGRAPHIE	46 -

Quels sont les principaux apports de la recherche ?

Ce travail entend apporter une contribution originale à la compréhension de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing en articulant deux notions peu étudiées ensemble : la communication politique et le bon gouvernement. Si la première a déjà fait l'objet de nombreuses analyses, la seconde reste, quant à elle, absente des études universitaires centrées sur la présidence giscardienne. L'un des premiers apports de cette recherche est donc de proposer une lecture croisée de ces deux dimensions, en interrogeant la manière dont la communication peut être pensée non comme un simple outil de légitimation ou de persuasion, mais comme un vecteur à part entière d'une vision du pouvoir renouvelée et de son bon exercice.

L'analyse montre ainsi que la communication sous Giscard ne se limite pas à une stratégie d'image ou à une simple rhétorique politique, mais qu'elle participe à une volonté plus profonde de réformer les rapports entre les gouvernants et gouvernés. À travers ses prises de parole, ses interventions télévisées, sa proximité revendiquée avec les citoyens, mais aussi par des choix de posture, de vocabulaire, Valéry Giscard d'Estaing a fait de la pédagogie un élément clé de son action de construction d'une société de confiance. Le troisième président de la V^e République aura par-là introduit une nouvelle manière de gouverner reposant sur un effort de transparence, une efficacité technocratique, et un respect rigoureux du pluralisme démocratique.

Le travail explore ainsi le lien entre cette conception nouvelle de la communication et l'institutionnalisation de principes qui participent encore aujourd'hui à la vitalité démocratique. Il montre plus précisément en quoi ceux-ci participent à un idéal de « bon gouvernement » dont la définition s'inscrit à la fois dans une longue tradition philosophique et dans une conception moderne et propre à Valéry Giscard d'Estaing qui s'est encore enrichie après son départ de l'Élysée.

Ce mémoire invite par ailleurs à une réflexion plus large sur la communication institutionnelle dans les démocraties contemporaines. Il éclaire les ambiguïtés d'une présidence soucieuse de rationalité et d'objectivité, mais contrainte d'en passer par des formes de personnalisation du pouvoir et de mise en scène qui suscitent progressivement une incompréhension de plus en plus importante.

En somme, cette recherche propose de dépasser une lecture strictement instrumentale de la communication sous Giscard pour en faire un prisme d'analyse de la qualité du gouvernement lui-même et, plus largement, de la philosophie politique giscardienne.

INTRODUCTION

Dans une interview accordée au journal *Le Point* parue le 13 mai 2014¹, 40 ans après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing, l'ancien président confiait avoir « tenté d'écrire un traité sur “le bon gouvernement” », avant d'y renoncer estimant n'être finalement pas certain qu'il en existe réellement une philosophie propre. Il poursuit pourtant en convoquant le souvenir de ce qu'il estime avoir été des exemples de « bon gouvernement » dans l'histoire de France : Louis XIII avec Richelieu et Mazarin, Louis XIV « entre 1680 et 1690 », Louis XV et le cardinal Fleury, et enfin le gaullisme. Il termine alors en proposant une définition sommaire de ce que serait le bon gouvernement : une période lors de laquelle « un homme ou une équipe sait remettre le pays face à son destin pour le faire avancer, sans chercher à tirer des profits personnels du pouvoir ».

En réalité, il semble que la compréhension giscardienne du bon gouvernement revêt un sens plus spécifique. La pensée et la pratique politiques de Giscard, qu'il théorise en particulier dans son essai *Démocratie française* paru en 1976, permettent d'identifier un « idéal » de gouvernement, dont la communication – entendue au sens large comme, non seulement ses prises de paroles, mais aussi la manière dont il incarne la fonction présidentielle et envisage la « publicité » de son action – serait le principal vecteur. C'est ce que se propose d'étudier ce travail.

Élu de manière serrée le 19 mai 1974, au terme d'une élection présidentielle anticipée, Valéry Giscard d'Estaing a inauguré une nouvelle manière d'exercer la présidence de la République. Celle-ci coïncide avec un moment de mutation profonde de la société française, tiraillée entre l'accoutumance à une solennité et verticalité gaulliennes et une volonté forte de modernisation dont les événements de mai 68 ont été l'expression.

Cette ère nouvelle de la politique française, le président l'a à la fois pratiquée et théorisée. Soucieux de communication, Valéry Giscard d'Estaing a veillé à son image en essayant de la faire concorder à la société de son temps. De manière précoce, il s'est approprié les nouveaux codes de la communication politique et notamment ceux de la télévision. Parallèlement, il a donné à la communication une fonction pédagogique, et en a fait un outil essentiel au service du renforcement de la qualité et de l'acceptabilité de l'action publique.

Curieusement, le bilan du septennat de Valéry Giscard d'Estaing a pourtant été vite effacé des mémoires collectives. Sa mort, en décembre 2020, a certes suscité une curiosité et des commentaires élogieux² quant à sa longue carrière politique, mais elle n'a pas permis de bien mesurer les effets de la modernisation de l'action politique engagée sous sa présidence. C'est un peu comme si cette période n'était qu'une transition entre la fin de la présidence gaullienne et l'alternance mitterrandienne. Or le septennat, et plus largement le parcours politique de Valéry Giscard d'Estaing, présentent un certain nombre d'innovations qui, au-delà

¹ « Valéry Giscard d'Estaing : ce qu'il n'avait jamais dit », *Le Point*, 13 mai 2014 https://www.lepoint.fr/politique/valery-giscard-d-estaing-ce-qu-il-n-avait-jamais-dit-13-05-2014-1821773_20.php

² Voir le numéro spécial *France Forum* « Valéry Giscard d'Estaing », le grand modernisateur, n° 83, avril 2022, ou encore le colloque consacré au cinquantenaire de l'élection de Valéry Giscard d'Estaing organisé à l'Académie des sciences morales et politiques le 27 mai 2024.

de leur caractère original, ont permis de redéfinir les rapports entre gouvernés et gouvernants et, partant, d'approfondir l'exercice démocratique du pouvoir. La normalisation de la vie politique, le respect du pluralisme, l'effort de transparence, sont autant de thèmes qui ont inspiré son action politique et gouvernementale et permis d'affermir les fondements de l'État de droit. Ce sont aussi autant d'indices qui confirment l'hypothèse selon laquelle au-delà de l'application d'un programme politique, Valéry Giscard d'Estaing s'est aussi et d'abord appliqué à *bien* gouverner.

Si la communication giscardienne sera notre sujet d'étude, c'est parce qu'elle semble être une clé d'analyse particulièrement pertinente pour apprécier la qualité d'un gouvernement. En effet, penser le bon gouvernement suppose d'interroger les modalités du rapport entre ceux qui gouvernent et ceux qui sont gouvernés. Or ce rapport se matérialise justement par la communication. L'étymologie latine de communication (*communicatio*) est à ce titre éloquente car le terme latin désigne, en plus de l'action de communiquer, l'action de « mettre en commun ». En ce sens, politique et communication partagent une vocation similaire : celle de permettre l'organisation de la vie collective au travers de l'identification de valeurs et principes communs. Cet art de la transmission des messages et des idées désigne donc originellement un outil nécessaire à la construction du lien social et à la participation à la vie publique. Si dans la période qui nous intéresse commencent à apparaître les stratégies modernes de communication politique (maîtrise de l'image, marketing politique, conseillers en communication, etc.) celle-ci n'est pas encore connotée péjorativement comme elle peut l'être aujourd'hui. La libéralisation des médias en cours à cette époque, contribue à donner une vision positive de la communication comme instrument de modernisation démocratique. La communication n'est donc pas qu'un outil permettant de remporter les élections, mais bien le vecteur par lequel se tisse, quotidiennement, la relation entre le pouvoir et les citoyens.

Ce travail de recherche repose sur l'hypothèse selon laquelle la communication giscardienne constitue un instrument essentiel à la mise en œuvre d'un « bon gouvernement ». Cette expression – le « bon gouvernement » – ne renvoie pas à des principes idéologiques ou partisans clairement identifiés et dont la politique giscardienne serait une parfaite traduction, mais plutôt à une manière de gouverner idéale, indépendamment des considérations de sensibilité politique. Aussi cette conception de l'idéal renvoie-t-elle à des principes qui s'inscrivent dans une tradition historique et philosophique riche, dont il convient d'établir une brève généalogie.

Dans un article de la revue *Les cahiers de droit*, le juriste Daniel Mockle³ propose de distinguer trois générations de principes sur lesquels nous nous reposerons. La première, issue de la pensée antique et médiévale, fonde le critère de bon gouvernement sur la perfection morale du souverain et sur les vertus du bon législateur. On connaît les fameuses « vertus cardinales⁴ », établies par Platon, dont le bon gouvernement est supposé être doté : justice, tempérance, réflexion (c'est-à-dire sagesse et prudence) et courage. L'accent est ainsi mis sur la dimension éthique de la pratique du pouvoir plus que sur l'aspect technique. La deuxième génération se

³ Daniel Mockle, « Le principe général de bon gouvernement », *Les Cahiers du droit*, volume 60, n°4, 2019, pp. 1031–1086

⁴ *Lois*, livre I, n° 630a-b

construit en opposition à cette conception anthropomorphique du bon gouvernement. L'avènement du rôle du Parlement, avec la Glorieuse Révolution de 1688 en Angleterre puis la Révolution française en 1789, opère un changement de paradigme : le principe de légalité s'impose comme principe cardinal du bon gouvernement auquel est associé le principe de responsabilité⁵. Le développement du droit public enrichit ce nouveau paradigme de principes régulateurs de l'action administrative et gouvernementale : régularité, prévisibilité, conformité, publicité. Plus récente enfin, la troisième génération de principes fait apparaître les notions de participation, transparence, efficacité et qualité de l'action publique, signes de l'approfondissement de la démocratie politique.

Ce rappel historique rapide de l'expression de « bon gouvernement » permet de dégager quelques critères à l'aune desquels évaluer la conduite de l'action publique sous Giscard mais n'en épuise pas le sens. Il est évident que la notion de bon gouvernement chez Giscard est indissociable du libéralisme tel que théorisé par Montesquieu et plus encore par Tocqueville⁶ qui, dans *De la démocratie en Amérique*, articule la liberté à une vision institutionnelle où le pouvoir doit toujours arrêter le pouvoir. L'héritage familial – notamment l'orléanisme de son arrière-grand-père, Agénor Bardoux – participe aussi largement de la sensibilité libérale de Valéry Giscard d'Estaing et sera une source déterminante dans la formation de sa pensée politique⁷.

Ainsi, à la dimension pragmatique et procédurale du « bon gouvernement » se superpose une dimension idéologique et politique renvoyant à un projet de société plus large. C'est donc cette double compréhension du « bon gouvernement » qu'il nous faut conjuguer pour comprendre comment celui-ci trouve à s'appliquer dans la pratique de pouvoir présidentiel et plus largement comment cet idéal du « bon gouvernement » constitue la matrice d'un vrai projet de réflexion politique porté par Valéry Giscard d'Estaing.

Il convient enfin de noter que ces trois générations de principes ne se succèdent pas nécessairement. Au contraire elle se superposent et s'institutionnalisent à mesure que progresse l'État de droit. Or, et c'est l'hypothèse que nous formulons, les marques du bon gouvernement selon Giscard apparaissent au travers de l'institutionnalisation de ces principes, notamment ceux de la troisième génération qui sont encore relativement peu juridicisés dans les années 1970, à savoir, la publicité et transparence de l'action publique. Cette institutionnalisation reste par ailleurs indissociable d'un travail de fond de normalisation de la vie politique auquel s'attache le président élu dès le début de son mandat, entendant, par-là, s'affranchir du caractère souvent dramatisé de l'exercice du pouvoir par le général De Gaulle.

*

⁵ Article 15 de la *Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen*, 1789 : « La Société a droit de demander compte à tout agent public de son administration »

⁶ Il en revendique d'ailleurs lui-même l'héritage dans la construction de sa pensée politique, voir : *Valéry Giscard d'Estaing. Entretiens avec Agathe Fourgnaud*, Paris, Flammarion, coll. « Mémoire vivante », 2001, p.171-172.

⁷ « L'État, pour administrer la société pluraliste, ne doit être ni envahissant ni arbitraire. Une société où les pouvoirs sont séparés, et où les individus sont responsables est le contraire d'une société bureaucratisée », *Démocratie française*, 1976, p.147.

Le travail de recherche s'attachera ainsi à analyser la singularité de la communication giscardienne et sa fonction, afin de comprendre dans quelle mesure elle participe à la mise en œuvre du bon gouvernement. Au-delà de ce travail d'analyse, il conviendra de s'interroger sur les limites de cette communication qui conduisent à la non-réélection du Président en 1981 et au désaveu de son projet politique de gouvernement.

Notre travail suivra un plan chronologique. Nous reviendrons dans un premier temps sur la genèse du parcours politique de Valéry Giscard d'Estaing, en mettant en lumière les fondements intellectuels et culturels qui ont façonné sa vision du gouvernement, ainsi que l'émergence progressive d'un style de communication singulier en rupture avec les codes gaulliens. Nous analyserons ensuite la manière dont Giscard, une fois élu président de la République, a réuni les conditions de mise en œuvre du bon gouvernement en modernisant la fonction présidentielle et en améliorant, grâce à la communication et sa portée pédagogique, les rapports entre le pouvoir et les citoyens. Enfin, nous nous pencherons sur le retour du Président-candidat à l'approche de l'élection de 1981, et sur les tensions qui traversent alors sa stratégie de communication. À travers l'analyse de cette campagne électorale, il s'agira de s'interroger sur les raisons de son échec pour comprendre si celui-ci constitue un désaveu de la personne de Giscard ou bien une remise en cause plus profonde de son projet politique et de sa manière de gouverner.

État des savoirs, présentation des méthodes, des données et des sources

Les travaux portant sur Valéry Giscard d'Estaing ont largement documenté l'originalité de sa pratique de la communication et la place centrale qu'elle occupe dans son septennat. De nombreux ouvrages se sont intéressés à la modernisation des usages politiques en matière d'image, de discours et de médiatisation. Parmi les références incontournables, on peut citer les analyses de Christian Delporte dans *Image et politique en France au XX^e siècle* (2006) et *La France dans les yeux* (2007). Généralement, les travaux au sujet de la communication giscardienne mettent en évidence une présidence marquée par une volonté d'incarner une nouvelle figure du pouvoir, plus proche des Français, mais aussi paradoxalement empreinte d'une certaine solennité renouvelée.

Cependant, malgré l'abondance de la littérature au sujet de la de communication giscardienne, il est frappant de constater que la portée pédagogique de celle-ci a rarement attiré l'attention des historiens et commentateurs. Plus largement, aucun article universitaire n'a véritablement proposé d'établir un lien entre ces pratiques et les principes de la théorie du « bon gouvernement » dont s'inspire pourtant, plus ou moins explicitement, la pensée et le projet politiques de Valéry Giscard d'Estaing. Seul Jean Pierre Rioux évoque explicitement un lien entre Giscard et les valeurs du bon gouvernement, mais sans réellement le conceptualiser⁸.

L'objectif de ce travail est donc de comprendre comment les modalités spécifiques de sa communication participent à construire, à incarner ou à mettre en tension un idéal de gouvernement à la fois inspiré de la pensée libérale et adapté à une société en pleine transformation.

Nous choisissons d'entendre la communication en son sens large, c'est-à-dire, au-delà des prises de parole officielles ou des stratégies médiatiques classiques, comme l'ensemble de pratiques par lesquelles le président apparaît, se met en scène et renouvelle l'incarnation de la fonction présidentielle. Cela inclut sa manière de s'adresser aux Français, mais aussi son attention portée à la visibilité et lisibilité de l'action publique.

L'analyse s'appuie sur un corpus mixte, croisant des sources primaires et secondaires.

Les sources primaires sont assez largement disponibles. Elles regroupent en premier lieu les archives audiovisuelles des émissions et entretiens télévisées de Valéry Giscard d'Estaing ainsi que les articles de presse de l'époque. Nous nous appuyons également sur les documents publics : la retranscription de certains discours de Giscard d'Estaing, les textes de lois ou décrets parus sous son septennat, ainsi que les déclarations ou compte-rendu des conseils des ministres auxquels il participé ou qu'il a présidé. Enfin nous nous appuyons sur

⁸ « Valéry Giscard d'Estaing a néanmoins affirmé, en 1976, son désir de faire évoluer la V^e République en s'inspirant de l'expérience et des valeurs d'un "bon gouvernement" hérité du temps de François Guizot ou de Jules Ferry, et d'un souci du social teinté du souvenir d'Albert De Mun. », Jean-Pierre Rioux, *Les centristes : de Mirabeau à Bayrou*, Paris, Fayard, 2011.

les témoignages de certains de ses collaborateurs qui ont été publiés ou que nous avons pu interroger⁹.

Par ailleurs, les essais écrits par le Président lui-même ainsi que ses mémoires ont été utiles à un travail de conceptualisation et de définition du projet et de la pensée politique de Valéry Giscard d'Estaing. C'est à partir de ces textes, en plus de l'analyse des politiques menées sous son septennat, qu'a pu être établi le lien avec les principes traditionnels du bon gouvernement, ainsi qu'une tentative de définition de ce que serait, plus particulièrement, la théorie giscardienne du bon gouvernement.

Pour les sources secondaires, nous nous appuyons sur les principales biographies de Valéry Giscard d'Estaing ainsi que sur les entretiens donnés *a posteriori*. Nous nous appuyons également sur les actes de colloques organisés au sujet de la présidence giscardienne, notamment ceux auxquels le Président a apporté un témoignage direct.

⁹ Anne Méaux, alors membre de la cellule de communication de l'Élysée, et Perrine Canavaggio, chargée des archives de la présidence à partir de 1974.

I – La fabrique d’un candidat et l’art précoce de la communication

Le 4 avril 1973, devant les députés du groupe Républicains indépendants, le président Georges Pompidou rend hommage à Valéry Giscard d’Estaing : « Vous avez la chance, leur assure-t-il, d’avoir à votre tête l’un des deux ou trois hommes d’État – peut-être quatre – qui ont une vocation nationale, un rôle national à jouer.¹⁰ ». En septembre 1967, celui qui était alors le Premier ministre du général de Gaulle avait sévèrement répondu au leader des Républicains indépendants qui avait dénoncé « l’exercice du pouvoir solitaire ». Dans un entretien au magazine *L’Express*, le chef du gouvernement accuse Giscard de « démagogie ». Pire même, son accession au pouvoir suprême marquerait le retour « aux pires pratiques de la IV^e République ». Et Georges Pompidou de pousser l’attaque en faisant du jeune ancien ministre des Finances, qui a alors 41 ans, « un homme du passé ».

Ces deux faits montrent assez bien comment la figure de Valéry Giscard d’Estaing s’est assez vite imposée dans la vie politique française comme une figure potentiellement présidentielle avec laquelle il fallait composer, soit en la marginalisant (1967), soit en la flattant (1973).

Si Valéry Giscard d’Estaing lui-même alimente l’idée selon laquelle son élection à la présidence de la République relève d’abord d’un accident – la mort du président Pompidou¹¹ –, force pourtant est de constater qu’elle procède aussi d’une conquête méthodique du pouvoir. Avant de devenir président, Valéry Giscard d’Estaing s’est préparé à pouvoir être candidat à l’élection présidentielle au travers de la construction d’une image, d’une manière de communiquer et d’une philosophie politique propre, marquée par le libéralisme et sa revendication.

Aux origines d’un destin politique

De l’énarque au député : l’invention d’une nouvelle légitimité politique

La biographie de Valéry Giscard d’Estaing permet de mettre en lumière cette fabrique du candidat. Issu d’un milieu aisé – son père Edmond, membre de l’Institut, Inspecteur des Finances, est un homme d’affaires avisé ; sa mère, May Bardoux, est issue d’une grande famille politique orléaniste et libérale –, il est marqué d’abord par son engagement en 1944 au sein de la I^{ère} armée du général de Lattre de Tassigny. La réussite du concours de l’École Polytechnique en juillet 1946 lui ouvre les portes de l’ENA, deux ans plus tard¹². Il entre alors à l’Inspection

¹⁰ Cité par Jérémie Gaillon, *Georges Pompidou. L’Intemporel*, Paris, Gallimard, 2025, p. 312. Dans l’article du *Monde* qui rapporte les propos présidentiels, on peut lire : « Il a d’autre part défini ainsi les rapports de M. Giscard d’Estaing avec l’U.D.R. : ‘Vous les fascinez quand vous êtes là, vous les hantez dès que vous tournez les talons.’ Aux députés, M. Pompidou a déclaré parallèlement : ‘Soyez davantage républicains indépendants et moins giscardiens’. Il aurait ajouté que l’U.D.R. devrait, en même temps, devenir ‘plus giscardienne’ ».

¹¹ Dans plusieurs entretiens, Valéry Giscard d’Estaing explique que, sans la maladie du président Pompidou, celui-ci aurait mené à bien son premier mandat jusqu’en 1976 et que, réélu, il aurait été président jusqu’en 1983. Mais même en 1983, Giscard d’Estaing n’avait que 57 ans et aurait très bien pu prétendre à cette succession.

¹² Valéry Giscard d’Estaing est le premier polytechnicien à entrer à l’ENA par la voie directe. Le décret du 19 juillet 1948 prévoyait d’ouvrir chaque année « un accès direct à l’École nationale d’administration » pour un ou deux élèves de l’École polytechnique. Voir Patrick Gérard, « Valéry Giscard d’Estaing, l’ENA et

des Finances. Ce cursus impeccable est quand même nouveau : l'ENA, créée en 1945, est une « jeune école » dont les diplômés ne peuplent pas encore les cabinets ministériels, les gouvernements et le Parlement. L'école a la vocation de former des administrateurs civils compétents, capables de participer à l'indispensable modernisation des structures françaises qui accompagnent la reconstruction¹³. La promotion *Europe* de Giscard d'Estaing est la septième promotion de l'École.

En février 1955, il entre au cabinet d'Edgar Faure, devenu président du conseil à la chute de Pierre Mendès-France, et amorce sa mue en homme politique : « Je n'étais à l'époque qu'un technicien du budget et de la fiscalité » raconte Giscard à Agathe Fourgnaud¹⁴.

Le 2 janvier 1956, il est élu député du Puy-de-Dôme¹⁵, devenant le premier énarque à être élu député. Le Puy-de-Dôme est un fief familial où son grand-père Jacques Bardoux, député du Centre républicain d'Union paysanne et sociale depuis 1945, a renoncé à se représenter au profit de son petit-fils. En novembre 1958 ensuite, dans le cadre cette fois d'un scrutin uninominal majoritaire à deux tours, Valéry Giscard d'Estaing est élu député de la deuxième circonscription (Clermont-Ferrand montagne), au premier tour avec 55,44% des voix¹⁶.

En moins de dix ans, le jeune polytechnicien, passé par l'ENA et le cabinet du président du Conseil, est devenu député. Il inaugure ainsi un nouveau *cursus honorum* de la vie politique, dans lequel, bien entendu, l'élection reste la première étape nécessaire d'un parcours politique, et, partant, possiblement gouvernemental. La nouveauté de la trajectoire suivie par Giscard d'Estaing tient d'abord au contexte de la France d'après 1945 – reconstruire et moderniser – et ensuite de celle de la France d'après 1958, c'est-à-dire celui du renouvellement en profondeur des institutions républicaines. En ce sens, on peut formuler l'hypothèse que Valéry Giscard d'Estaing va incarner en son parcours professionnel, administratif et politique les mutations françaises et que cette adéquation est une clé de lecture pour expliquer à la fois la modernité de sa politique et son succès. En mai-juin 1958, tout le système politique français entre dans une phase de décomposition et recomposition avec l'acmé de la crise algérienne (crise du 13 mai) et la mise en place de nouvelles institutions pensées par le général de Gaulle. La révolution institutionnelle de la V^e République – avec la prééminence du pouvoir exécutif – tourne le dos à toute la tradition constitutionnelle républicaine antérieure. Valéry Giscard d'Estaing embrasse cette transformation et va même être appelé à y jouer un rôle important.

l'administration », Fondation Valéry Giscard d'Estaing, https://www.valery-giscarddestaing.org/wp-content/uploads/2021/04/VGE_ENA_P_Gerard.pdf [02/04/2025]

¹³ Valéry Giscard d'Estaing a souvent raconté ses souvenirs de sa scolarité à l'ENA et la mentalité modernisatrice de ses professeurs, parmi lesquels Pierre Mendès-France, Louis Armand, Maurice Lauré, Pierre Laroque. Voir Éric Roussel, *Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, L'Observatoire, 2018.

¹⁴ *Valéry Giscard d'Estaing*, Entretiens, Agathe Fourgnaud, Paris, Flammarion, coll. « Mémoire vivante », 2001, p. 65.

¹⁵ Il s'agit cependant d'un scrutin de liste (le Puy-de-Dôme élit sept députés) : Giscard est deuxième sur la liste menée par Joseph Dixmier et les 49 000 voix qui se sont portées sur celle-ci permettent cette élection.

¹⁶ Il est le seul des cinq députés du département élu au premier tour. En novembre 1962, il est réélu dès le premier tour (57,6% des voix). Il en est de même en 1967 (56,58%), en 1968 (61,37%) et en 1973 (50,38%). Ce parcours électoral sans tâche participe de la construction du leadership giscardien.

Les atouts de la jeunesse dans la nouvelle république gaullienne

Le premier cabinet du général de Gaulle – et dernier gouvernement de la IV^e République – est une combinaison de représentants de différentes sensibilités politiques dans laquelle peu d'hommes véritablement nouveaux entrent. Il faut attendre la consolidation du nouveau régime pour que De Gaulle puisse se défaire des chefs de partis de la IV^e République. Le gouvernement de Michel Debré de janvier 1959 combine continuité du personnel politique (Louis Jacquinot, Robert Lecourt, Edmond Michelet, Jean Berthoin, Antoine Pinay, Robert Buron : autant de ministres qui le furent déjà entre 1946 et 1958) et renouvellement, à commencer par le Premier ministre lui-même, mais aussi Maurice Couve de Murville, au Quai d'Orsay, et Pierre Guillaumat, nouveau ministre des Armées. Progressivement, les hiérarques de la Quatrième République sont écartés ce qui va ouvrir la voie à l'émergence d'une nouvelle génération et de nouveaux profils¹⁷.

Valéry Giscard d'Estaing, âgé de 33 ans, entre au gouvernement comme Secrétaire d'État aux côtés d'Antoine Pinay, alors ministre des Finances et des Affaires économiques, en janvier 1959. Trois ans plus tard, il devient ministre de plein exercice. Confirmé dans ses fonctions par le nouveau Premier ministre Georges Pompidou en avril 1962, il s'impose alors comme l'une des figures importantes de cette nouvelle République. Avec la création du groupe « Républicains indépendants » le 6 décembre 1962 à l'Assemblée nationale composé de 32 députés inscrits, Valéry Giscard d'Estaing entend faire entendre sa singularité politique au sein du gouvernement. Dans le premier bulletin interne du groupe, le ministre des Finances revendique l'héritage de Waldeck-Rousseau et Poincaré en s'affirmant comme le continuateur d'une tradition libérale. Selon Éric Roussel, biographe de Valéry Giscard d'Estaing, l'hommage rendu à ces deux personnalités marquantes de la III^e République au moment de l'émergence du courant politique dont il entendait prendre la tête n'est pas de circonstance. Il traduit des tendances profondes de la pensée politique du jeune ministre : « la volonté de privilégier le “bon gouvernement”, le “juste milieu” cher aux orléanistes d'autrefois, le désir de concilier tradition et modernité¹⁸ ».

Sa jeunesse lui fait décoder, avant tout le monde, les nouveaux enjeux de la communication politique et notamment de la télévision. À peine nommé, il se présente aux Français mettant en œuvre le style qui sera le sien¹⁹. Il commence en expliquant qu'il a demandé aux « techniciens de la télévision » de le cadrer « sans décor afin de parler directement [aux Français] ». Son propos est d'expliquer ses « sentiments » quand « on accède aux fonctions de ministre des Finances, et surtout quand on y accède prématurément ». La rhétorique giscardienne laisse transparaître un mélange qui lui sera propre entre l'analyse subjective et la présentation de ses objectifs. De la première, il évoque « un sentiment de solitude devant l'étendue et la gravité des responsabilités ». De la seconde, il souligne la centralité du ministère des Finances y compris dans la vie quotidienne des Français. On voit là

¹⁷ Ce sera le cas avec les énarques Alain Peyrefitte (1962), Yves Guéna (1968), Jacques Duhamel (1969), mais aussi avec ceux de Pierre Sudreau (1958) et de Jean-Marcel Jeanneney (1958).

¹⁸ Éric Roussel, *op. cit.* p.136

¹⁹ <https://www.youtube.com/watch?v=6cw-s36NIr8> [23/01/2025]

une première étape du déploiement de la stratégie giscardienne de communication, instrument de la construction de sa centralité politique²⁰.

Il poursuit en expliquant que la politique économique « comporte deux aspects : il ne s'agit pas seulement de choisir ce que l'on doit faire, il faut encore l'expliquer et si possible en convaincre l'opinion publique » : on a là un discours de méthode. Affirmant qu'on ne peut mener une politique économique contre l'opinion publique, il s'attache alors à un tableau de la situation en 1962, pointant les succès (la croissance, l'équilibre des comptes publics) et la principale difficulté (les prix). Les valeurs cardinales qu'il met en avant sont la stabilité, le refus d'un quelconque accroissement des charges et l'articulation entre le court et le long termes. Même si le propos se fait un peu plus technique, l'allocution est politique, articulée autour des valeurs de stabilité et d'expansion et proposant « un contrat de progrès ». Celui-ci repose sur quatre axes : l'amélioration du sort des personnes âgées, une réflexion sur la rémunération des travailleurs au SMIG²¹, l'accélération de la construction d'autoroutes vers l'ouest et le sud-ouest, la mise en place d'une politique « de détente fiscale ». En conclusion, il reprend la philosophie de son action et y ajoute cette remarque personnelle : « vous m'excuserez de vous avoir entretenu un peu longuement des finances de la France, qui sont aussi vos finances ». Instauration d'un dialogue direct et sens de la formule : la communication giscardienne dispose déjà de ses instruments fondamentaux et est révélatrice de la conception moderne du pouvoir qu'il entend promouvoir.

Les bons résultats de l'économie française assurent à Valéry Giscard d'Estaing une place solide dans le dispositif gouvernemental. Cependant demeure le problème lancinant des prix qui appelle en 1965 le « plan de stabilisation ». Si politiquement le plan est mal reçu, la manière de le présenter a frappé les esprits. Dans son bloc-notes du *Figaro littéraire*, François Mauriac témoigne : « Le plan vaut ce qu'il vaut mais c'est la manière de le présenter qui me frappe. Le contact direct du ministre de l'Économie et des Finances avec des millions de Français rend manifeste, une fois encore, l'événement capital, révolutionnaire [la télévision] que l'équipe gaulliste utilise avec une science consumée. Les vieux de la vieille [République], le petit écran les trahissait avant même qu'ils n'eussent ouvert la bouche. Mais notre Raminagrobis de Premier ministre, tout fourré, tout bénin, toutes griffes rentrées, mais ce jeune ministre des Finances qui incarne l'absolu de la réussite, à des hauteurs qui n'éveillent aucune jalousie, nous voyons en clair ce que, par leur seule présence sur le petit écran, ils rendent inutiles et, en fait, ils suppriment ».

Cette popularité au sein du gouvernement, Valéry Giscard d'Estaing la doit aussi aux liens personnels qu'il développe avec le général de Gaulle²². En janvier 1966 pourtant, il est remercié lors de la formation du nouveau gouvernement Pompidou après la réélection de

²⁰ On ne peut manquer de penser en parallèle les stratégies de François Mitterrand et de Valéry Giscard d'Estaing. Tous les deux « occupent » le terrain. Mais l'un est condamné au commentaire – ce que VGE appellera dans le débat de 1981 « le ministère de la parole » – tandis que l'autre s'adossera toujours à son action gouvernementale et gestionnaire.

²¹ Le ministre souligne la contradiction qu'il y aurait à ce que, la stabilité des prix étant acquise, les travailleurs au SMIG ne participent pas, dans leurs revenus, de la croissance de la production.

²² Dans la biographie qu'il consacre à Valéry Giscard d'Estaing, Mathias Bernard écrit : « ils éprouvent l'un pour l'autre des sentiments mêlés d'admiration et d'irritation ». Selon lui, « au cours de l'année 1964, les relations entre les deux hommes sont au beau fixe, ce qui alimente d'ailleurs les spéculations sur un possible remplacement de Pompidou par Giscard au poste de Premier ministre. », Mathias Bernard, *Valéry Giscard d'Estaing, les ambitions déçues*, Paris, Dunod, 2020, p. 110.

Charles de Gaulle. Cette éviction, qui relève semble-t-il davantage de la volonté de Georges Pompidou que du Général, l'étonne et le meurtrit²³. Lors d'une interview postérieure²⁴, il se confie : « Un départ ça humanise la fonction » affirme-t-il. « Personne n'est propriétaire d'un ministère, on exerce une fonction. Ou mieux même on sert une politique ». Il complète son propos en affirmant que davantage que la fonction, c'est la politique menée qui est le cœur de son action et cela lui permet de se projeter dans l'avenir. Ainsi, sans jamais attaquer frontalement le pouvoir gaulliste, l'ancien ministre se présente comme une alternative implicite. Interrogé sur le fait de savoir si ne plus être au gouvernement n'est pas une chance, il répond qu'il aurait préféré rester ministre mais que disposer de temps pour « reconstituer sa doctrine et son action » peut être une chance. On mesure combien ces années seront déterminantes dans l'élaboration de la pensée et de la doctrine politiques de Giscard d'Estaing : l'expérience concrète du pouvoir conjuguée à la perception des limites du gaullisme et à la compréhension des mutations en cours ont sans aucun doute nourri sa réflexion sur ce que devait être le bon gouvernement pour cette société française en transformation.

S'émanciper du gaullisme

Une stratégie d'autonomisation

De 1966 à 1969, Valéry Giscard d'Estaing va poursuivre une démarche politique. Privé des moyens d'action gouvernementale, mais député et maire de Chamalières et donc porté par l'expression électorale d'une popularité réelle, Giscard va rester membre de la majorité tout en développant sa propre partition. Ainsi, il n'hésite pas, lors de l'émission télévisée « Face-à-face », le 15 février 1966²⁵, à confesser la blessure que représentait son départ du gouvernement, mais prend bien soin à ne pas répondre à la question « envisagez-vous d'être un jour président de la République ? ». Le seul fait qu'elle lui était alors posée, quelques mois à peine après la réélection de Charles de Gaulle, traduit la place que le monde de la presse attribue au jeune ancien ministre. *L'Express* relayant l'émission, publie dans la foulée un article intitulé « Naissance d'un dauphin ? ». Quelques jours avant, paraissait dans *Le Figaro* un article intitulé « Jeunesse et politique » où Giscard d'Estaing s'affirmait partisan de l'abaissement de l'âge de la majorité à 18 ans. Si le besoin de prise en compte du rajeunissement de la société française grâce aux effets du baby-boom s'imposait progressivement comme un thème politique, entre aussi ici une part de calcul plus personnel et fondé sur l'image : Giscard avait décidé d'apparaître comme l'incarnation de la nouvelle société française²⁶.

²³ « Le 8 janvier 1966, Valéry Giscard d'Estaing, ministre des Finances et des Affaires économiques depuis janvier 1962, quittait la Rue de Rivoli où il était entré sept ans auparavant, le 20 janvier 1959, en tant que secrétaire d'État aux Finances. Ce départ était tout à fait inattendu : « J'ai été atteint par une balle perdue », aurait dit l'intéressé, aussi surpris que l'opinion publique et apparemment fort vexé. », Marie-Christine Kessler, « M. Valéry Giscard d'Estaing et les républicains indépendants : réalités et perspectives », *Revue française de science politique*, 16^e année, n° 5, 1966, p. 940

²⁴ <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/i00018187/valery-giscard-d-estaing-a-propos-de-son-depart-du-ministere-des-finances> [15/02/2025]

²⁵ <https://mediaclip.ina.fr/fr/i00018188-valery-giscard-d-estaing-a-propos-de-son-ambition-politique.html> [15/02/2025]

²⁶ Voir François Audigier, « La valorisation de la jeunesse au cœur de la stratégie de communication giscardienne de 1966 à 1974 » dans Christine Bouneau et Caroline Le Mao, *Jeunesse(s) et élites. Des rapports paradoxaux en Europe de l'Ancien Régime à nos jours*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, pp. 51-61.

Sur le plan de l'image, il s'inspire de l'exemple donné, quelques années auparavant par John Fitzgerald Kennedy²⁷. Brisant les codes classiques de l'image des responsables politiques, il se laisse photographier en tenue décontractée pour mieux faire ressortir sa propre jeunesse²⁸. Se dessine alors « un plan média » dont *France moderne*, le journal des Républicains indépendants, est le vecteur²⁹. Avec la création de la Fédération nationale des Républicains indépendants comme parti en juin 1966, Giscard prépare les échéances législatives de 1967. Cela passe par la sélection de nouveaux candidats et notamment des jeunes³⁰. L'un des viviers sont les Clubs Perspectives et Réalités lancés en mai 1965 : un réseau de réflexion permettant tout à la fois d'ouvrir le parti à la société civile, de servir de « laboratoire de doctrine » et de recruter de futurs militants et cadres du parti. Lors du scrutin de mars 1967, les députés Républicains et indépendants sont 42, face aux 200 députés gaullistes de l'UD-V^e et à 17 députés divers droite dans la majorité. Ils étaient 32 dans l'assemblée sortante (entre CNIP et RI). Or l'absence de majorité absolue gaulliste fait des députés giscardiens un élément décisif. Jusqu'aux événements de mai 1968, les giscardiens, à travers notamment les Jeunes Républicains Indépendants, vont ainsi être un des leviers de la puissance politique de l'ancien ministre des Finances. Un véritable processus d'autonomisation à l'égard du parti gaulliste se met en place qui aboutit à l'opposition de Giscard au référendum de 1969.

Si les élections de 1968 ayant redonné la majorité absolue aux gaullistes³¹ forcent Giscard à adopter un profil plus mesuré, il n'hésite cependant pas, pendant la campagne, à faire entendre sa différence. Lors des interventions télévisées, il recourt à ce qui deviendra l'une des marques de sa communication, le fameux « Madame, Mademoiselle, Monsieur », et pose directement les questions. Critiquant le coût des accords de Grenelle, il interroge : « Qui paiera ? Le consommateur ? Le contribuable ? Ou bien les deux ? ». Inquiet des conséquences sur les prix, il en appelle « à une nouvelle politique économique et sociale³² ». Il brandit alors une pièce de cinq francs pour vanter ce qui fut sa politique entre 1962 et 1965 : la défense de la monnaie et donc de l'épargne des Français. Dans sa conclusion, il propose comme portrait de ses candidats – et donc de lui – celui « d'hommes de dialogue, de modération et de rapprochement entre les Français ». On a là une esquisse des principes qui régiront sa conception moderne de la communication et du rapport entre le politique et les citoyens.

²⁷ « Une identification s'impose non seulement pour un Américain mais même pour un Français : Kennedy. Ce n'est pas par hasard que les rédacteurs de *Newsweek* venus l'interviewer en avril 1965, ont aperçu sur son bureau trois livres consacrés à JFK et ont intitulé leur cover-story : un Kennedy gaulois », Pierre Viansson-Ponté, *Après de Gaulle, qui ?*, Paris, Seuil, 1968, p. 143.

²⁸ En 1966, Giscard, 40 ans seulement, était le benjamin d'une classe politique alors plutôt âgée (Charles de Gaulle avait 76 ans, Pierre Mendès France 59 ans, Georges Pompidou 55 ans, Jacques Chaban-Delmas 51 ans et François Mitterrand 50 ans).

²⁹ « Chaque semaine, les lecteurs de *France moderne*, l'organe des Républicains indépendants, n'ignoraient rien des exploits sportifs de leur dirigeant. On le voyait sur les photos descendre les pistes de ski à Grenoble, jouer en double avec un champion de tennis, piloter lui-même un avion, etc. À chaque fois revenaient les mêmes commentaires, insistant sur le dynamisme d'un leader à l'esprit jeune. Ce dernier se faisait appeler dans les colonnes du journal « Valéry » pour mieux souligner un caractère supposé direct et faire 'copain' », Voir François Audigier, *op. cit.*

³⁰ Jean-Pierre Soisson et Bernard Jarrier (32 ans) sont battus respectivement à Auxerre et Vichy mais Paul Dijoud (29 ans) est élu à Briançon.

³¹ Il y a 294 élus UDR pour 64 élus RI. Pour marquer la victoire UDR, les députés gaullistes votent contre la réélection de Giscard comme président de la commission des Finances.

³² <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf97509359/valery-giscard-d-estaing> [15/02/2025]

Ainsi, une continuité forte se construit conjuguant à la fois les acquis de sa réputation comme ministre des Finances et sa capacité à envisager la France de demain. Entre 1966 et 1969, en étant exclu du gouvernement, Valéry Giscard d'Estaing a pu ciseler son positionnement politique en épousant les nouvelles dynamiques culturelles et sociales du pays. Sans se désolidariser de l'action de redressement du pays entamé et conduit par le général de Gaulle depuis 1958, il se projette dans l'avenir, et donc, dans l'après-gaullisme. Cette ambition, il la manifeste explicitement lors de la campagne référendaire de 1969. Le mouvement des Jeunes Républicains Indépendants fait clairement campagne pour le non à De Gaulle. Giscard précise dans un premier temps qu'il n'approuve pas le référendum, puis il prend nettement position contre le oui³³. La victoire du non – qui obtient même 58,5% dans le Puy-de-Dôme – marque l'arrêt brutal de la présidence de Charles de Gaulle. Les gaullistes « historiques » voueront, de ce jour, une hostilité durable et tenace à l'égard de Giscard, qui a pris acte de l'achèvement de la séquence gaullienne et en a précipité le dénouement.

Se ralliant et emmenant avec lui les députés RI à Georges Pompidou, Valéry Giscard d'Estaing réintègre la nouvelle majorité présidentielle³⁴. Au cours de la campagne, il plaide pour une libéralisation de l'exercice du pouvoir, la défense de la monnaie, la poursuite de la construction européenne. Autant de thèmes présents dans son discours politique depuis 1966 et qui, au-delà de son domaine d'expertise, lui donnent un spectre programmatique et idéologique large. Par-delà les raisons personnelles et de tactique politique, le point central de ralliement entre les deux hommes est la défense des institutions. Si Valéry Giscard d'Estaing n'est pas un « gaulliste » au sens partisan du terme, il est à l'évidence un partisan des institutions pensées et voulues par le général de Gaulle ainsi que d'une politique d'apaisement. Cet ancrage dans la nouvelle République constituera encore un argument lors de la campagne de 1974 et dans celle de 1981.

La consolidation d'une image de leader

Le 11 juin 1969, quatre jours avant les élections présidentielles, Georges Pompidou anime une émission officielle de la campagne télévisée en invitant Edmond Michelet et Valéry Giscard d'Estaing. Le Compagnon de la Libération, plusieurs fois ministre, est une caution gaulliste et historique. Il incarne l'histoire qui adoube Pompidou qu'il qualifie de « citadelle de la fidélité ». Puis c'est au tour de Giscard qui précise qu'il peut, « pour la seule explication au niveau national » expliquer les raisons de son soutien à Georges Pompidou : « je veux vous dire à vous, Madame, Mademoiselle, Monsieur, le motif final, celui qui m'a réellement décidé,

³³ Autour de Raymond Marcellin se regroupent les partisans du oui. Le 10 avril 1969, le comité directeur du parti décide de ne pas donner de consigne de vote et de laisser la liberté de choix aux électeurs. Dans *Paris-Match*, Giscard précise : « Je ne dis pas aux gens : Votez non. Je dis : Ne votez pas oui. Je laisse aux électeurs le choix de s'abstenir ou de voter non. Quant à moi... Permettez-moi de ne pas dire ce que je ferai personnellement. », *Le Monde*, 24 avril 1969.

³⁴ Lors du journal télévisé du 30 avril 1969 dans lequel il commente son ralliement à la candidature Pompidou, il précise : « dans des circonstances politiques normales, c'est-à-dire en 1972, j'aurais posé ma candidature à la présidence de la République pour représenter des idées de jeunesse, de libéralisme, d'Europe et de progrès. Dans la situation présente qui invite à l'apaisement et qui interdit les rivalités, nous avons cherché la personne qui pouvait le mieux assurer la continuité de la nation. » <https://www.ina.fr/ina-eclairage-actu/video/caf94061048/valery-giscard-d-estaing-election-presidentielle> [02/04/2025].

et que d'ailleurs jusqu'ici je n'ai dit à personne, pas même à Monsieur Pompidou, ce qui fait qu'il va peut-être m'écouter avec une certaine curiosité »³⁵. Méthodique, il explique que la France a besoin d'un message et d'une action. Et il poursuit : « Le désir de changement vient d'un sentiment beaucoup plus profond. Nous sentons tous confusément que la France a de la peine à trouver sa place et son bonheur dans le monde moderne. » Son propos est émaillé d'expressions imagées « convoi du progrès », « poussières de l'expansion » ou ambitieuses, « une nouvelle civilisation française ». Derrière cette singularité, il dénonce une politique trop lointaine qui ne s'adresse qu'à des Français abstraits. Il faut parler aux Français réels, « à Françoise, à Pierre, à Nicole, à Henri » et il faut tenir un langage « généreux, chaleureux, humain ». S'il n'est pas candidat, force est de reconnaître qu'il se met assez aisément dans la position du candidat. « J'aurais aimé vous proposer [le message] moi-même dans une campagne comme celle-ci. » Mais si Giscard n'est pas candidat, c'est parce qu'il considère que « pour agir, il faut être en condition. Monsieur Pompidou est objectivement le plus capable personnellement et politiquement ».

Dans le gouvernement que constitue Jacques Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing retrouve la rue de Rivoli et le ministère des Finances³⁶. L'équipe Pompidou entend allier « la fidélité aux traditions » avec « l'ouverture et l'évolution ». Après l'élan de la « nouvelle société » de Jacques Chaban-Delmas, un tournant plus conservateur est cependant pris avec la nomination en juillet 1972 de Pierre Messmer, animateur de l'association Présence du gaullisme, à Matignon³⁷. La présidence Pompidou semble progressivement perdre son dynamisme réformateur à mesure aussi que progresse le mal secret qui mine le chef de l'État. Les divisions à l'intérieur de la famille gaulliste se font plus vives à mesure que les incertitudes sur l'état de santé du président alimentent les rumeurs. La figure de Valéry Giscard d'Estaing échappe à ces querelles autour d'un héritage qui n'est pas encore ouvert mais que chacun, déjà, se prépare à disputer. Cette capacité de mise à distance dont fait preuve le ministre des Finances renforcera la crédibilité d'une candidature à laquelle, lui aussi, se prépare discrètement. En effet, tout en gérant le ministère des Finances, Giscard continue d'avoir un œil sur les innovations politiques. En 1972, il reçoit, de retour des États-Unis, Philippe Augier qui a suivi la campagne présidentielle du côté démocrate. En dépit de l'échec cuisant du candidat Mac Govern, cette campagne moderne et dynamique est pleine d'enseignement. Philippe Augier devient conseiller du ministre et est appelé à jouer un grand rôle dans la campagne éclair à venir.

En 1974, à la mort de Georges Pompidou, une véritable « guerre de succession » s'engage au sein de la majorité. Jacques Chaban-Delmas, certain de rallier l'héritage gaulliste, se déclare candidat le 4 avril, deux jours à peine après le décès du président Pompidou. En parallèle, Christian Fouchet, puis Edgar Faure font connaître leur intention de concourir à l'élection présidentielle. Valéry Giscard d'Estaing adopte quant à lui une stratégie plus prudente, attendant de voir si le Premier ministre Pierre Messmer décide de se lancer dans la course. Faute d'un soutien unanime, ce dernier finit par refuser. Conscient de sa popularité et de son

³⁵ <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf94038716/georges-pompidou> [2/04/25].

³⁶ Selon ses biographes Éric Roussel et Mathias Bernard, il aurait hésité à accepter le ministère de l'Éducation Nationale. Le refus d'Antoine Pinay de revenir au gouvernement lui aurait rouvert la voie de Rivoli.

³⁷ Sur ce point voir Pierre Manenti, *Les barons du gaullisme*, Paris, Passés Composés, 2024 ; Frédéric Turpin, *Pierre Messmer*, Paris, Perrin.

assise solide dans le paysage politique et médiatique³⁸, Giscard décide alors de se porter candidat. « L'appel de 43 » quelques jours plus tard, signé par 39 parlementaires et quatre ministres issus majoritairement de l'UDR, offre au jeune candidat un lancement de campagne particulièrement favorable.

Une campagne moderne

La campagne de 1974 va révéler avec éclat les qualités de communicant de Valéry Giscard d'Estaing tant dans ses prises de paroles qu'au travers de la mise en scène de sa personne.

L'annonce officielle de sa candidature se fait le 8 avril à la mairie de Chamalières³⁹. Après avoir évoqué le souvenir du Président Pompidou et de la confiance qu'il lui témoignait, gage de légitimité de sa candidature, Valéry Giscard d'Estaing rappelle que l'élection présidentielle est un « commencement » qui sera l'occasion de mener une politique nouvelle pour la France. On note à nouveau l'habileté avec laquelle il articule son expérience du pouvoir et son indépendance vis-à-vis du gaullisme qui lui permet de se présenter comme une alternative crédible pour un « changement sans risque ». Il déclare poursuivre deux ambitions. La première est celle de s'appuyer sur une majorité élargie dans un paysage politique qu'il sait pourtant fracturé. La seconde, d'établir un dialogue direct et réciproque avec les Français : « Je voudrais regarder la France au fond des yeux, lui dire mon message et écouter le sien ». La formule fait mouche. Elle annonce déjà la dimension séductrice d'une campagne dont la singularité première sera sa personnalisation. Au-delà de la forme, les deux messages de cette allocution disent assez bien sur quels principes Valéry Giscard d'Estaing entend construire le gouvernement de demain : écoute, dialogue, pacification de la vie politique. Il termine en disant vouloir mener une campagne « exemplaire » faisant une plus large place aux idées qu'aux moyens matériels.

Car les moyens matériels pour faire campagne, Giscard en manque. Faiblement doté sur le plan logistique, faute d'un appareil de parti aussi structuré que l'UDR gaulliste ou le PCF, il doit composer avec une organisation légère et des moyens limités⁴⁰. Cette faiblesse apparente devient une force : le caractère spontané et décentralisé de la campagne réunit une base de jeunes militants enthousiastes – dont certains, comme Jean-Pierre Raffarin, Dominique Bussereau ou Alain Lamassoure, en font l'acte inaugural de leur carrière politique – et séduit une partie de l'opinion publique qui découvre une campagne d'un genre nouveau éloignée des lourdeurs partisanes traditionnelles. L'une des originalités de cette campagne tient d'ailleurs à ses relais intermédiaires. L'équipe de campagne s'appuie ainsi sur les fédérations Jeunes Républicains indépendants (JRI) et les clubs Perspectives et Réalités, dont la plupart sont situés

³⁸ Plusieurs articles de presse avancent l'idée selon laquelle Giscard serait un successeur potentiel de Pompidou. Ainsi, *L'Express* le 4 février 1974 titre : « Pompidou choisit Giscard ».

³⁹ <https://mediaclip.ina.fr/fr/i19023331-valery-giscard-d-estaing-candidat-a-l-election-presidentielle.html> [4/04/2000]

⁴⁰ Jean Sérisé, collaborateur de Giscard d'Estaing, témoigne : « La différence résidait dans l'inégalité des appareils. L'UDR, le parti socialiste, le parti communiste quadrillaient efficacement le pays. En regard, nos quelques dizaines de parlementaires républicains indépendants, les clubs de Perspectives et Réalités, les Jeunes Giscardiens [...] avaient beau se démener comme quatre, ils ne pouvaient pas prétendre rivaliser avec le poids des grandes formations », *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974-1978*, sous la direction de Serge Bertstein, René Rémond et Jean-François Sirinelli, Fayard, coll. Fondation Saint-Simon, 2003, p.38.

dans des villes universitaires. Ces derniers, en plus d'apporter un soutien matériel pour pallier les insuffisances de l'appareil de parti du candidat, ont l'avantage de permettre une meilleure association de la société civile et des milieux économiques et sociaux régionaux dans la campagne. On aperçoit déjà dans cette forme d'organisation, l'initiation d'un mouvement d'ouverture et d'horizontalité appelé à se développer.

La dynamique positive de la campagne, Giscard la doit beaucoup aux personnes dont il s'entoure. Son équipe de campagne se compose de proches du candidat – Michel Poniatowski, Michel d'Ornano et Jean Sérisé – mais aussi de personnalités plus originales qui entendent renouveler les codes de la communication politique. Ainsi, Jean-Jacques Servan-Schreiber, fondateur et directeur de *L'Express*, rejoint l'équipe de campagne et participe à son « américanisation » : il fait venir des États-Unis Joseph Napolitan, consultant politique et pionnier du marketing politique moderne qui avait conseillé John F. Kennedy lors de sa campagne en 1960.

L'équipe est également rejointe par Jacques Hintzy, de l'agence Havas qui, avec Jacques Fort, forment une cellule de communication. Sous leur influence, Giscard mène une campagne riche d'innovations en termes de propagande électorale⁴¹. L'équipe utilise abondamment les services des organismes de sondages et innove en concevant une affiche à partir d'une photographie en couleur où le candidat apparaît aux côtés de sa plus jeune fille, Jacinte, sans aucun slogan politique, avec la seule mention de son nom. Enfin, le soutien de « stars » - Charles Aznavour, Michèle Morgan, Jean-Jacques Debout, Johnny Halliday – renforce le caractère publicitaire voire *people* de la campagne. Si cette manière « américaine » de faire campagne n'est pas entièrement nouvelle⁴² elle contraste avec les autres candidats qui conservent les codes traditionnels de communication et refusent toute personnalisation excessive de l'élection.

À l'inverse, le jeune candidat n'hésite pas à suivre une stratégie de personnification. Giscard donne une réponse positive à la proposition du jeune photographe Raymond Depardon de filmer sa campagne, comme l'avait fait Richard Leacock pour John F. Kennedy en 1960. La caméra de Depardon s'invite alors dans les coulisses de la campagne. Dans cette chronique silencieuse, ouverte par une scène bucolique en forêt et marquée par la répétition des saynètes de campagne (bises aux enfants, remises de fleurs, signatures d'autographes), le documentariste met volontairement de côté les enjeux de fond. On ne perçoit ni le programme giscardien, ni les préoccupations des Français. Ce choix, loin d'être neutre, cultive ce que Jacques Gerstenkorn nomme « l'effet-pull-over⁴³ » : le spectateur retient davantage les couleurs, le ton et le style du candidat que le contenu de son discours. La séduction visuelle prime sur l'argumentaire politique, d'autant que le candidat Giscard, co-producteur du film, apparaît très conscient de l'image qu'il donne. À l'issue du meeting de la porte de Versailles,

⁴¹ Aline Jacquet-Duval, actuelle trésorière de la Fondation Giscard d'Estaing, qui avait participé à la campagne de 1974 raconte : « Ces actions [traditionnelles] ne suffisaient pas, alors nous avons inventé le premier marketing téléphonique. Chacun découpait l'annuaire de son quartier et se répartissait les noms afin d'appeler de parfaits inconnus un par un. Presque tout Paris a été appelé et nous étions fiers de cette innovation ». Voir *France Forum, op.cit.*, « La campagne de 1974 vue de l'œil d'une jeune giscardienne », 2022.

⁴² En France, lors des élections de 1965, Jean Lecanuet avait réussi à se démarquer des autres candidats en se servant d'outils nouveaux issus du marketing politique développé aux États-Unis. Voir : Agnès Chauveau, « L'homme politique et la télévision, L'influence des conseillers en communication », *Vingtième Siècle*, oct-déc 2003, n°80.

⁴³ Jacques Gerstenkorn, « Le discours politique à l'épreuve de l'essai documentaire (1974, une partie de campagne de Raymond Depardon) », *Mots. Les langages du politique*, 112, 2016, pp. 93-98.

Giscard d'Estaing, faussement ingénu, se tourne vers la caméra de Depardon : « Vous avez filmé la foule ? ». Une réplique qui témoigne autant de sa volonté de fixer pour la postérité son pouvoir d'attraction, que d'une maîtrise déjà bien affirmée de sa propre mise en scène médiatique. Le documentaire donne alors à voir, en creux, les ressorts très travaillés de la fabrication d'une image politique – peut être trop clairement – pour un président soucieux de maîtriser son récit. Ce documentaire aurait dû participer à la construction d'une certaine légende, mais le résultat déçoit le Président élu qui, bien qu'ayant financé le film, en interdit la diffusion jusqu'en 2002⁴⁴.

La télévision aura malgré tout joué un rôle décisif dans l'élection de 1974. Autant elle a servi Valéry Giscard d'Estaing, autant elle aura desservi d'abord Jacques Chaban-Delmas⁴⁵, puis François Mitterrand. C'est surtout l'innovation du débat d'entre-deux-tours qui est majeure. En 1960, le débat télévisé Kennedy-Nixon avait été décisif dans une élection extrêmement serrée. Nixon, avait-on alors estimé, avait perdu l'avantage face au jeune candidat démocrate. L'expérience n'avait plus été répétée⁴⁶. Aussi l'organisation d'un duel télévisé, minutieusement négocié entre les équipes des deux candidats Giscard et Mitterrand, apparaissait-elle comme un pari. Après une campagne relativement courte, la télévision est apparue aux deux candidats comme l'élément majeur qui pouvait faire basculer l'électorat. Or, dans cet exercice, Valéry Giscard d'Estaing l'a emporté. Vingt-cinq millions de téléspectateurs ont suivi l'émission animée par Alain Duhamel et Jacqueline Baudrier. Pour tous les observateurs, Giscard a su trouver la formule que tous vont retenir : « vous n'avez pas le monopole du cœur, Monsieur Mitterrand⁴⁷ ». Interrompant régulièrement son adversaire pour appeler à plus de rigueur dans le débat (« Nous avons un débat précis, il faut informer les Français »), il use de petites phrases qui paraissent déstabiliser le candidat de la gauche. Lors de cette soirée, la supériorité de l'image personnelle du leader des Républicains Indépendants est révélée non seulement du point de vue de la technique – dont on sait qu'il ne manque pas grâce à son expérience gouvernementale – mais aussi sur le plan moral. La réussite de cet exercice⁴⁸ constitue le point d'orgue d'une campagne dont le succès semble avoir tenu autant à la spontanéité de terrain qu'à sa sophistication médiatique⁴⁹.

⁴⁴ Antoine de Baecque et Jean-Michel Dethenard, « L'inédit de Depardon sur Giscard, visible 28 ans après, interview de Raymond Depardon », *Libération*, 20 février 2002 : en 1979, lorsque Depardon tente de sortir le film, Giscard engage une action judiciaire en référé qui contraint le réalisateur à y renoncer.

⁴⁵ Voir l'interview donnée aux côtés d'André Malraux dans laquelle ce dernier expose son projet de réforme de l'enseignement consistant à rassembler « presque intégralement tous les livres par la télévision » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf92033723/jacques-chaban-delmas> [24/04/1974]

⁴⁶ Ce n'est qu'en 1976 que Jimmy Carter et Gerald Ford renouent avec le débat télévisé, désormais événement clé de toute campagne présidentielle américaine.

⁴⁷ « C'était une improvisation. Il est curieux de voir quelle importance une improvisation ou un réflexe peut revêtir dans un débat de ce type. Le Président Mitterrand m'a confié par la suite : "c'est à ce moment-là que vous avez gagné l'élection. Vous avez dû gagner quelque chose comme 250 000 voix au cours de ce débat, d'après nos évaluations, et ces 250 000 voix vous les avez gardées jusqu'à la fin" », *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974-1978*, op. cit. p.49.

⁴⁸ Le lendemain, selon le sondage Sofres-Le Figaro, les Français ont trouvé Valéry Giscard d'Estaing « le plus sympathique », « le plus clair », « le plus sincère », celui qui a « le plus l'étoffe d'un président de la République ». Le ministre des Finances disposerait ainsi d'une légère avance (51,5% contre 51% la semaine passée).

⁴⁹ Dans un entretien, Alain Duhamel raconte au sujet de Valéry Giscard d'Estaing : « C'était un séducteur professionnel qui avait très tôt compris et intégré tous les codes de communication politique et notamment ceux de la télévision. Il les avait appris et s'était entraîné à les dominer (...) Il s'en servait pour faire de la pédagogie, un peu comme l'instituteur de la Finance (...) Je crois qu'être sur un plateau télé détendait Giscard. L'inverse de

De cette analyse de la campagne de 1974, nous pouvons tirer quelques enseignements en lien avec notre sujet. La manière originale de faire campagne apparaît, en premier lieu, tenir d'un mélange de circonstances et de bonnes intuitions. Les circonstances, nous en avons pointé quelques-unes, sont la surprise de l'élection (avec le décès soudain du président Pompidou), les erreurs de ses adversaires (comme l'annonce précipitée de la candidature de J. Chaban-Delmas) ou encore la faiblesse de l'appareil de parti, conduisant à une campagne décentralisée et plus spontanée. Les bonnes intuitions relèvent elles de la confiance que Valéry Giscard d'Estaing a accordée aux nouveaux moyens et méthodes de communication. Or, il est important de noter que cette confiance ne s'inscrit pas uniquement dans une logique électoraliste liée à la nécessité de se démarquer et d'assumer le caractère « *outsider* » de sa candidature. Celle-ci procède plus largement de l'originalité de la pensée politique de Giscard qui à la fois comprend les mutations en cours et le désir d'un « changement sans risque » auquel aspire la société française, vise une ouverture du pouvoir (ce que l'indépendance vis-à-vis du gaullisme a suffisamment démontré), et cherche à établir un dialogue plus direct et de proximité avec les Français.

Enfin cette campagne révèle dès à présent un paradoxe qui sera instructif pour la suite de notre travail : celui d'une tension entre, d'une part, l'attention que Giscard dit porter aux discours et aux idées⁵⁰, et d'autre part, une stratégie de communication tournée autour de la mise en scène de sa personne et fondée sur l'idée que c'est moins le projet qui doit séduire que l'homme qui le porte. Cette tendance à la personnalisation excessive se poursuivra sous son septennat, créant l'image ambiguë d'un Président soucieux de débarrasser la France des solennités excessives du pouvoir et de ses crispations sans réussir lui-même à s'affranchir des attitudes de monarque républicain. Si l'issue heureuse de la campagne de 1974 semble montrer qu'une dialectique entre ces deux termes a été possible, on peut considérer que ce paradoxe laisse entrevoir les contradictions à venir, susceptibles d'alimenter l'incompréhension croissante entre Giscard et les Français.

Mitterrand qui, lui, n'était pas à l'aise avec la télévision, surtout dans sa période d'opposant », extrait de l'entretien « Valéry Giscard d'Estaing a fait entrer la France dans la modernité », cité dans la revue *France forum*, 2022, *op. cit.*

⁵⁰ Dans le témoignage qu'il apporte au sujet de l'élection présidentielle dans *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974-1978*, aux pages 43-49, Giscard insiste sur le caractère très décentralisé de sa campagne électorale lui permettant de se concentrer « essentiellement sur la production des discours ».

II – Du candidat au Président (1974-1981) : une métamorphose de la figure présidentielle et un renouveau de la communication politique au service du bon gouvernement

À l'âge de 48 ans, Valéry Giscard d'Estaing devient le plus jeune Président de la V^e République, l'emportant au second tour face à Mitterrand avec 50,81% des suffrages et 425 000 voix d'avance. La période qui s'ouvre sera marquée par un profond renouveau de la pratique du pouvoir que le nouveau Président élu veut moins « verticale » et plus « décrispée ». Cette partie entend décrypter les pratiques nouvelles de communication présidentielle et institutionnelle que Valéry Giscard d'Estaing a déployé sous son septennat, afin de voir comment celles-ci participent à la mise en œuvre du bon gouvernement.

La modernisation de la fonction présidentielle

De la volonté de changement, qui a animé sa construction comme candidat présidentiable et donné une dynamique favorable à sa campagne, les cérémonies marquant l'arrivée à l'Élysée de Giscard témoignent. Cela commence dès le 23 mai 1974 lorsque le président élu prend ses fonctions. Il arrive à pied à l'Élysée, en costume de ville et non plus en jaquette. Il impose à l'orchestration de la Marseillaise un rythme plus lent. Il ne revêt pas le grand collier de la Légion d'Honneur et sa photo officielle, réalisée par Jacques Lartigues, rompt avec le code traditionnel inauguré par Napoléon III. Son discours, qu'il prononce après la proclamation officielle des résultats par le président du Conseil constitutionnel, Roger Frey, ne fait référence à aucun prédécesseur dans la fonction et, tourné vers l'avenir, fait mention du « vertige des pages blanches [du livre du temps] » qu'il faut désormais remplir.

Derrière ces innovations et originalités qui peuvent, pour certaines, sembler un peu « gadget », une transformation plus profonde de la figure présidentielle est en cours. Dans ses premières interventions publiques au début de son septennat, certains mots d'inspiration libérale – « décrispation », « dialogue », « juste milieu » - aux antipodes du vocabulaire et de la pensée gaullistes, apparaissent dans son discours. Giscard entend rompre avec ce qu'il a lui-même qualifié « la raideur gaullienne » qui, si elle était adaptée à De Gaulle « parce que c'était de Gaulle et [qu']il emportait sa raideur avec lui [...] une raideur historique »⁵¹, n'est plus adaptée à ce qu'est désormais la France. Cette raideur trouve à s'exprimer dans la solennité excessive des démonstrations du pouvoir : « Je voulais mettre fin aux commémorations à vide de la société française, dans lesquelles celle-ci ronronne indéfiniment, ressassant des événements, des postures qui ne correspondent plus à des réalités ressenties [...]. La France est malheureuse de son positionnement historique et international. Elle veut une vie publique, politique, digne de la plus brillante des histoires [...] et en même temps elle s'irrite un peu de voir ses dirigeants eux-mêmes continuer d'exercer leurs fonctions selon un certain niveau de dignité, voire de solennité »⁵². Giscard entend ainsi débiter une « ère nouvelle » dans l'histoire

⁵¹ *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974-1978, op.cit.* p.79

⁵² *Ibid.*

de la V^e République qui passera, dans un premier temps, par un travail de normalisation institutionnelle. Cette normalisation se décline à deux échelles : au niveau de l'institution présidentielle et au niveau de la vie politique à travers un fonctionnement plus démocratique et régulé de celle-ci.

Le Président-citoyen

Du côté de l'institution présidentielle, Valéry Giscard d'Estaing se veut Président-citoyen, adoptant un style qu'il veut « beaucoup plus naturel, beaucoup plus décrispé, à la limite plus scandinave, pour la vie quotidienne, les relations avec les citoyens, etc. »⁵³. On l'a dit, la remontée à pied de l'avenue Marigny ou l'abandon de l'habit pour le complet-veston sont autant d'indices de la rupture avec les pratiques gaulliennes et de l'influence du modèle américain de John Fitzgerald Kennedy, qui se marque jusque dans l'usage politique des initiales. D'autres indices de cette modernisation affluent dans les premiers mois de sa présidence : on voit ainsi le nouveau Président se faire, à la télévision, le présentateur de la première équipe gouvernementale qu'il vient de nommer, recevoir à petit-déjeuner quatre éboueurs qui collectent les déchets de l'Élysée la veille de Noël 1974⁵⁴, faire preuve devant les caméras de ses talents d'accordéoniste aux côtés de Guy Béart⁵⁵, ou encore s'inviter chaque mois avec son épouse dans un foyer de Français. Par sa communication et sa mise en scène dans l'espace médiatique, notamment télévisuel, Giscard entend mettre en œuvre une démocratie du quotidien qui passe par le rapprochement du chef de l'État avec les Français au travers de l'établissement d'un dialogue régulier et direct. Là encore, on est loin de la solennité gaullienne marquée par l'éloignement de la figure présidentielle du reste du spectre de la vie publique et politique.

La mise en œuvre d'une démocratie du quotidien ne se réduit pas à ces gestes médiatiques qui contribuent à forger une image présidentielle plus moderne et accessible aux yeux de l'opinion publique. Elle se manifeste aussi par une série de réformes structurelles qui entendent renouveler le lien entre gouvernants et gouvernés. L'été 1974 va être l'occasion pour Giscard de mettre en œuvre en un temps record les réformes annoncées au cours de sa campagne présidentielle. Dès le premier Conseil des ministres qui se tient le 29 mai, le Président l'affirme « Nous sommes ici pour changer la France ». À l'issue de la réunion, la fin de la censure à l'égard des attaques contre le président de la République est annoncée. Plus aucun journaliste ne sera plus suivi sans chef d'inculpation, les écoutes téléphoniques seront tout de suite supprimées⁵⁶. Peu de temps après, Giscard lance le chantier de la réforme de l'audiovisuel public. À l'époque, l'Office de Radiodiffusion-Télévision Française (ORTF), sous tutelle de l'État, continue de contrôler toute la diffusion de la radio et télévision. Dès le 31 décembre 1974, celui-ci est supprimé et démantelé en sept sociétés autonomes. On a là les premières expressions de la « société de confiance » qu'entend bâtir Valéry Giscard d'Estaing. Plus symbolique encore, l'abaissement de la majorité électorale à dix-huit ans, dont il se

⁵³ *Ibid.*

⁵⁴ <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/caf94060313/valery-giscard-d-estaing-et-les-eboueurs> [05/04/2025]

⁵⁵ <https://www.ina.fr/ina-eclair-actu/video/r11186150/valery-giscard-d-estaing-a-l-accordeon> [05/04/2025]

⁵⁶ D'après son biographe, Éric Roussel, les archives du groupement interministériel de contrôle des écoutes seront détruites en présence du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur.

montrait favorable dès 1966, par la loi du 5 juillet 1974, atteste à nouveau de l'ardeur réformatrice qui anime le président nouvellement élu. En parallèle, l'entrée de Simone Veil, de Françoise Giroud, d'Annie Lesur et d'Hélène Dorlhac⁵⁷ au gouvernement témoigne d'un souci évident de promotion des femmes et participe de cette dynamique de modernisation et, partant, d'une meilleure représentativité de la société.

Réunir les conditions d'un dialogue républicain

Le rapprochement du pouvoir présidentiel avec les Français passe également par une réhabilitation de la place de leurs représentants au sein de la vie publique. Pour ce faire, le chef de l'État doit réunir les conditions d'un dialogue ouvert et régulier avec les autres pouvoirs constitués. C'est là le second versant de son travail de normalisation institutionnelle. Valéry Giscard d'Estaing s'attache ainsi à donner à l'opposition un véritable statut, au Conseil constitutionnel un nouveau rôle, et au Parlement une place centrale dans la vie politique. Si cette modernisation des institutions n'est pas au cœur de notre sujet, il convient d'en rappeler les principaux jalons.

Le 21 août 1974, un projet de loi constitutionnelle est adopté en Conseil des ministres et déposé un mois plus tard sur le bureau de l'Assemblée nationale. Par tradition parlementaire et conviction personnelle⁵⁸, le Président Giscard est favorable à un rééquilibrage des institutions au profit du Parlement. Le projet de réforme constitutionnelle prévoit ainsi d'octroyer un droit de saisine parlementaire du Conseil constitutionnel. Après une série de débats devant les deux assemblées, le nombre de saisissants est fixé à soixante députés ou sénateurs. La solution adoptée est donc particulièrement libérale puisque l'hypothèse d'une représentation de l'opposition en-dessous de ce seuil est peu probable. Cette réforme constitutionnelle – que les grands constitutionnalistes tels que Pierre Avril et Jean Gicquel ont qualifié a posteriori de « révolution constitutionnelle » – s'accompagne d'une série de droits nouveaux reconnus à l'opposition. L'introduction dans les règles de fonctionnement du Parlement des questions au gouvernement chaque semaine⁵⁹ élargissent le rôle du Parlement et renforcent le droit des élus : le « dialogue républicain » fait ainsi son entrée dans la pratique de la V^e République. Il ne s'agit plus seulement de tolérer l'opposition comme un mal nécessaire, mais de lui reconnaître une fonction politique structurante, indispensable à la vitalité démocratique⁶⁰. Après les élections législatives de 1978, Giscard recevra les leaders politiques de tous les partis. Or, c'est la première fois que l'opposition est reçue à l'Élysée depuis 1958 ! En cela, Giscard amorce une dépersonnalisation du pouvoir, et ouvre la voie à une démocratie

⁵⁷ Simone Veil est nommée ministre de la Santé, Françoise Giroud secrétaire d'État à la Condition féminine, Annie Lesur à l'enseignement périscolaire, et Hélène Dorlhac à la condition pénitentiaire.

⁵⁸ « Mes origines culturelles sont d'abord parlementaires. Je suis un parlementaire, c'est-à-dire que j'ai toujours cru à l'importance du Parlement, au respect qu'il appelle, au fait qu'il doit jouer un rôle », dans *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974-1978* p. 77.

⁵⁹ Les questions d'actualité seront télévisées ce qui, selon Giscard, pouvait « permettre à la démocratie d'être vue, observée et critiquée par l'opinion publique », voir *Valéry Giscard d'Estaing. Entretiens avec Agathe Fournaud*, Paris, Flammarion, coll. « Mémoire vivante », 2001, p. 141.

⁶⁰ Cette idée est développée dans son essai de 1976, *Démocratie française*, dans lequel il explique que « l'alternance est le propre des sociétés démocratiques avancées, dont l'organisation pluraliste n'est remise en cause par aucune des principales tendances qui les composent. Elle est le mode régulation politique des démocraties paisibles », Valéry Giscard d'Estaing, *Démocratie française*, Paris, Fayard, 1976, pp.154-155.

plus équilibrée. Le respect de la date de chacune des échéances électorales au cours de son mandat – même s’il n’est pas entièrement décorrélé de logiques politiques – achève de le démontrer⁶¹.

Se dessine ici l’un des fils conducteurs de la pensée politique de Valéry Giscard d’Estaing, consistant à combattre la tendance d’enfermement du pouvoir dans une verticalité solitaire. Cette nécessité d’une pratique plus ouverte de la présidence, le Président l’appelait déjà de ses vœux avant son arrivée au pouvoir⁶². L’évolution de la figure présidentielle et ses nouvelles pratiques s’inscrivent bien dans ce large élan libéral et modernisateur que le nouveau Président entend insuffler à la France. La modernisation de la fonction présidentielle procède donc moins d’une volonté d’affirmation et d’émancipation de la personnalité de Giscard de la tradition gaullo-pompidolienne, que du besoin d’adapter les institutions démocratiques à la réalité de la société française.

À travers ce panorama des premiers mois de la présidence, on peut repérer plusieurs indices rappelant les attributs du bon gouvernement dégagés en introduction. La mise en œuvre d’une lecture plus rigoureuse du titre V de la Constitution du 4 octobre 1958 au travers du renforcement des droits reconnus à l’opposition et au Parlement, témoigne de l’attention portée au principe de légalité et à l’équilibre des pouvoirs constitués, équilibre que promeut la tradition libérale. En deuxième lieu, la redéfinition du rapport entre gouvernants et gouvernés au travers d’une communication plus directe qui intègre le désir de liberté et participation renvoie au principe selon lequel le bon gouvernement désigne celui dont les institutions sont adaptées au peuple gouverné. Sans aller jusqu’à oser un parallèle avec la théorie des climats de Montesquieu selon laquelle la forme de gouvernement doit être en harmonie avec le caractère du peuple et les conditions de son environnement, on reconnaît à nouveau, dans l’attention de Giscard portée à l’adaptation des institutions à « l’ère du temps », l’expression d’un réflexe proprement libéral. Enfin, la transparence et liberté accrues permises par les réformes sociales et libérales de l’été 1974 sont les signes de l’institutionnalisation progressive des principes de transparence et participation. Celle-ci va d’ailleurs s’accompagner d’un renforcement de la publicité du travail gouvernemental et de l’amélioration de sa portée pédagogique. Nous développons ces deux points dans la partie suivante.

L’idéal de gouvernement porté par Giscard dans les premiers mois de sa présidence s’éloigne à première vue de la conception « anthropomorphique » du bon gouvernement fondée sur le critère essentiel de l’exemplarité du souverain. Malgré l’enthousiasme que la personnalité de Valéry Giscard d’Estaing a suscité lors de sa campagne, la rupture avec la solennité et l’apparat du pouvoir montre que la représentation de la figure du chef de l’État selon Giscard

⁶¹ À propos de la proposition de Jacques Chirac de dissoudre l’Assemblée nationale dès 1976, Giscard raconte « Je n’ai pas donné suite à cette proposition. D’abord parce que je croyais que nous ne gagnerions pas les élections, mais surtout parce que mon schéma était le fonctionnement régulier des institutions politiques françaises – et, de ce point de vue, j’ai la chance que cette partie du contrat ait été remplie puisque les dates et les modalités de tous les rendez-vous politiques en France, de 1974 à 1981, ont été conformes aux textes qui les régissaient », dans *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974-1978* p. 77.

⁶² Le 17 août 1967 devant la presse, après le recours du gouvernement à l’article 38 de la Constitution l’autorisant à agir par ordonnances, Giscard dit craindre que « l’exercice du solitaire du pouvoir, s’il devenait la règle, ne prépare pas la France à assumer elle-même, dans le calme, l’ouverture des idées et le consentement national, l’orientation permanente de son avenir ».

est loin de celle du monarque aux vertus exemplaires éloigné du commun des mortels. Ce constat est sans doute hâtif. Car demeure un paradoxe : l'avènement de la figure d'un Président-citoyen n'efface pas les attributs du « monarque républicain » dont la présidence de Giscard sera, d'une certaine manière, une sorte de continuation. En effet, en parallèle de cette familiarité de la figure présidentielle qu'il revendique, Valéry Giscard d'Estaing se fait une très haute image du poste qu'il occupe : « Je me disais, j'occupe à peu de chose près la fonction qu'ont occupé Louis XIV, Napoléon et de Gaulle. Penser cela était probablement excessif parce que, les temps ayant changé, la fonction a aussi changé [...]. Mais je ressentais fortement l'idée que j'occupais une fonction qui avait été auparavant celle occupée par ces personnages historiques⁶³ ». Dès son accession au pouvoir, Giscard revendique le maintien de la primauté présidentielle⁶⁴. En témoignent l'annonce du gouvernement Chirac à la télévision par le chef de l'État lui-même, la multiplication des Conseils restreints à l'Élysée ou encore la publication de « lettres directives » fixant le programme de travail du gouvernement. On voit là apparaître la tension entre présidentialisme et ouverture libérale⁶⁵ qui sans doute explique en partie l'incompréhension à venir entre le chef de l'État et les Français, avant l'échec final de 1981.

Une communication renouvelée au service de la transparence et de la pédagogie de l'action publique

Sous Giscard, sa pratique de la communication poursuit des objectifs de transparence et de pédagogie. Dans ses premières apparitions médiatiques, alors encore Secrétaire d'État ou ministre, puis lors de la campagne de 1974, Valéry Giscard d'Estaing témoigne d'une maîtrise parfaite des outils de communication (et en particulier de la télévision) qui tient au moins autant à son image de jeune homme brillant et dynamique, qu'à la clarté de son expression et de son discours.

Le caractère explicatif et pédagogique de chacune de ses prises de parole est une marque distinctive de la rhétorique giscardienne qui s'articule à une réflexion politique et idéologique plus large. Dans son essai *Démocratie française* écrit en cours de mandat (1976), Giscard semble ériger cette nécessité de l'explication du discours politique en panacée : « Plus que tout autre, l'esprit français éprouve ce besoin de comprendre. Nos concitoyens veulent savoir selon quels principes ils sont gouvernés et vers quel avenir ils se dirigent⁶⁶ ». Alors qu'il expose sa compréhension des changements présumés attendus de la société française, qu'elle ne devine encore que « par son instinct », il explique qu'une fois l'opinion publique consciente de ces enjeux, elle sera capable d'y consentir. Or, cet assentiment ne peut se faire sans un travail de pédagogie préalable : « Je suis persuadé que si ce projet est clairement proposé aux Français, c'est-à-dire exactement expliqué, sans faux-semblant et sans ambiguïté, une large majorité

⁶³ Valéry Giscard d'Estaing. *Entretiens avec Agathe Fourgnaud*, Paris, Flammarion, coll. « Mémoire vivante », 2001, p.140.

⁶⁴ Il affirme le 25 juillet 1974 que « la France ne peut avoir deux politiques, celle du Président et celle du Premier ministre ».

⁶⁵ Les contraintes du mémoire empêchent de développer cet aspect, mais l'une des clés de compréhension principales de cette tension avec le présidentialisme reste la nature de la relation entre le Président et le Premier ministre, radicalement différente selon qu'il s'agisse de Jacques Chirac ou de Raymond Barre.

⁶⁶ *Démocratie française*, op.cit., p.15

choisira notre société de liberté et de progrès [...] D'où l'importance de l'explication et de la communication ». Giscard convoque ici un *topos* politique ancien, celui de la foi dans le bon sens et la raison du peuple. Mais loin d'être un vague slogan politique, c'est de cette conviction que naîtront les pratiques nouvelles de communication entre 1974 et 1981.

La publicité de l'action gouvernementale

Cette transformation des pratiques de communication se marque en premier lieu dans le caractère plus public donné à l'encadrement du travail gouvernemental. Au-delà de l'intérêt politique certain, pour Giscard, à rappeler que le gouvernement est d'abord là pour mettre en œuvre la politique du président de la République, cette publicité donnée à l'encadrement du travail gouvernemental participe à l'effort de pédagogie global voulu par le chef de l'État, permettant de fixer des rendez-vous réguliers avec l'opinion et d'annoncer les objectifs poursuivis.

Valéry Giscard d'Estaing est le premier (et presque le seul) président de la République à avoir régulièrement rendu publiques des directives relatives au travail gouvernemental. D'après les recensements effectués⁶⁷, on compte dix directives générales rendues : trois en direction de Jacques Chirac et sept en direction de Raymond Barre. Ces directives sont écrites de sa main et rendues publiques dans la presse. Elles sont à peu près toutes construites sur le même modèle : dans un premier temps le président énonce un certain nombre de constats sur la situation politique et les nécessités de l'action gouvernementale, puis il fixe des priorités et leur calendrier d'application. Si ce mode de direction de l'action gouvernementale par le président de la République n'est pas nouveau, leur caractère public témoigne de cette stratégie de communication consistant à afficher le déroulement harmonieux du programme du Président. De la même manière, les déclarations du président en conseil des ministres rendues publiques par le porte-parole ou restituées tel quel dans le communiqué officiel, font montre d'un double usage par Giscard de ces canaux de communication indirects : réaffirmer la présence présidentielle dans le quotidien de l'action gouvernementale et accompagner chacune des orientations prises d'une explication claire des objectifs et effets recherchés. Dans la déclaration en Conseil des ministres du 28 août 1976⁶⁸ par exemple, il définit le sens et les conditions de l'action du gouvernement nouvellement nommé. Son propos conjugue une dimension à la fois politique et méthodologique dans lequel il exprime une vision claire des priorités économiques (la lutte contre l'inflation et le chômage) et rappelle l'importance de la pédagogie et de l'explication : « Il faut vous adresser avec simplicité à l'opinion, lui exposer toutes les données du problème ». Les principes et le style de communication gouvernementale sont bien directement inspirés et commandés par le chef de l'État.

Une transformation des pratiques de communication institutionnelle

Pour comprendre la nature du lien nouveau qui s'établit entre le pouvoir et les médias audiovisuels sous Giscard, il est important de rappeler quelques éléments de contexte

⁶⁷ Maurice Gaillard, *Les Directives présidentielles*, Presses universitaires de Lyon, 1979

⁶⁸ <https://www.vie-publique.fr/discours/136293-declaration-en-conseil-des-ministres-de-m-valery-giscard-destaing-sur>

historique. Alors que le premier modèle de radiodiffusion français permettait une forme de pluralisme⁶⁹, l'arrivée du général De Gaulle au pouvoir en 1945 entraîne la mise en place de l'emprise de l'État sur tous les aspects de la radiodiffusion : les permis des diffuseurs privés sont révoqués, les stations radio sont réintégrées à une société d'État, la Radiodiffusion française (RDF), qui devient, avec la venue de la télévision dans les années 1950, la Radiotélévision française (RTF). Le service est directement soumis à l'autorité du Premier ministre, dont la compétence est en temps normal déléguée à un secrétaire d'État à l'Information.

Les années 1960 marquent l'essor de la télévision dans les ménages français. En 1964, on recense 4,4 millions d'appareils de télévisions, et ce chiffre va croissant d'un million chaque année entre 1964 et 1967. En 1964 toujours, une deuxième chaîne publique est créée et la RTF, après une réforme d'ordre organisationnel, devient l'Office de la radio-télédiffusion française (ORTF). La télévision devient ainsi, selon la fameuse formule de Pompidou, « la voix de la France »⁷⁰. Or, ce contrôle de l'État sur l'information suscite un mécontentement grandissant tant du côté de la classe politique, qui dénonce l'emprise politique que le ministre de l'Information exerce, que des professionnels des médias qui réclament une plus grande liberté dans la couverture de l'actualité. Le slogan populaire « libérez l'ORTF » lors de la révolution de mai 1968, illustre bien combien l'enjeu de la libéralisation de l'audiovisuel cristallise les nouvelles attentes de la société⁷¹.

La nomination de Jacques Chaban-Delmas à la tête du premier gouvernement de Pompidou en 1969, marque une première étape dans la libéralisation de l'audiovisuel. Le premier Ministre décide de la suppression du ministère de l'Information et établit deux unités autonomes distinctes pour chacune des deux chaînes de télévisions. Les directeurs sont alors chargés de choisir librement leurs journalistes. Cette tentative de libéralisation reste de faible portée : trois ans plus tard, en 1972, le ministère de l'Information est rétabli.

Lorsque Giscard arrive au pouvoir, il a en mémoire les événements de 1968 et sait qu'au-delà du symbole, la libéralisation de l'audiovisuel français est une étape indispensable du tournant libéral qu'il veut impulser à la France. Avec la loi du 7 août 1974 la gestion de l'audiovisuel public français est modifiée. Le 31 décembre 1974, l'Office de la radio-télévision française est supprimé et démantelé en sept sociétés autonomes : trois concernent la télévision (TF1, Antenne 2 et France Régions 3), une autre (Radio France) prend en charge les émissions radio des trois stations du réseau public, la compagnie Télédiffusion de France (TDF) gère les infrastructures techniques de diffusion, et la Société française de production (SFP) s'occupe des productions vidéo et filmiques pour le cinéma et la télévision. Enfin, la loi crée l'Institut National de l'audiovisuel (INA), chargé de missions de recherche, formation et gestion des archives audiovisuelles. Il s'agit là d'une première réforme substantielle qui acte la scission

⁶⁹ La radio était un monopole d'État confié aux Postes, Télégraphies et Téléphonie française (PTT) mais cette régie ne concernait que les émetteurs et ne s'étendait pas aux productions radiophoniques. Il existait donc des radiodiffuseurs privés autorisés à concurrencer le système de radiodiffusion de l'État. À ce sujet voir : Michael Palmer et Jeremy Tunstall, *Media Moguls*, Routledge, Londres, 1991.

⁷⁰ <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i11238607/georges-pompidou-considere-la-television-comme-la-voix-de-la-france> [28.01.2025]

⁷¹ Le 11 mai 1968 débute la grève des techniciens et journalistes de l'ORTF qui s'étendra sur cinq semaines. Voir : Olivier Perrin, « L'été 68 : le début du déclin de l'ORTF en France », *Le Temps*, 2 août 2018

des fonctions de programmation et de diffusion, et sépare celles de programmation et de production.

Ce contexte médiatique nouveau s'accompagne d'un changement de doctrine en matière de communication institutionnelle qui passe d'une logique « propagandesque », selon la formule de Jacques Bille, à une pédagogie de l'information. Cette évolution se marque d'abord dans la réorganisation du service d'information gouvernemental. Jusqu'en 1976, le « service de liaison interministérielle pour l'information » (SLII), devenu le « comité interministériel pour l'information » en 1968, tous deux rattachés au ministère de l'information, ont pour mission de coordonner les politiques d'information. S'inscrivant dans un contexte de monopole audiovisuel, le service est chargé principalement des relations avec la presse au sujet de l'action gouvernementale et de la coordination avec la télévision dans une logique d'interférence avec le contenu éditorial.

Après l'échec de la Délégation générale à l'information créée en 1974⁷², le « service d'information et de diffusion » (SID) est créé le 6 décembre 1976, rattaché cette fois non plus au ministre de l'Information (dont le portefeuille a disparu) mais au Premier ministre. Les missions de ce nouveau service couvrent un périmètre élargi : actions d'information de nature interministérielle, assistance technique aux administrations publiques et à la coordination de leurs interventions, diffusion des informations aux élus et à la presse au sujet de l'action des administrations relevant de l'État... Au-delà du renforcement de sa dimension interministérielle (via notamment son rattachement au Premier ministre), c'est la professionnalisation de cette cellule qui constitue une vraie nouveauté. Jacques Bille, chef du SID de 1978 à 1981, raconte que cette transformation tient d'un besoin de « service » nouveau : « Il y a eu cette idée qu'il fallait changer le registre de la politique et essayer de lui donner un contenu plus utile, un contenu plus "service". On a donc abandonné le côté "propagande", la valorisation systématique - dire "ce que nous faisons est bien" -, pour essayer de traiter l'information comme un produit technique, à savoir du contenu délivré aux personnes adéquates⁷³ ». Cette professionnalisation – qui se marque aussi par une plus grande neutralité – témoigne de l'évolution des rapports entre le pouvoir et les médias : « On s'est interdit à ce moment-là tout contact systématique et a priori avec les journalistes, poursuit J. Bille, [...] L'objectif était principalement de parler des choix gouvernementaux avec pédagogie au grand public⁷⁴ ».

À l'Élysée, la professionnalisation de la communication se développe également au travers de la création par Bernard Rideau – conseiller en communication du Président – d'une cellule d'évaluation chargée d'analyser la tonalité des médias dans son traitement des mesures gouvernementales. Anne Méaux, chargée de mission au sein de cette cellule, témoigne de la modernité des méthodes employées : « J'avais été recrutée par Bernard Rideau pour participer, avec trois autres camarades de Sciences Po, au travail de veille de cette cellule d'évaluation.

⁷² Ce nouveau service entraîne la création d'une bureaucratie lourde qui conduit à son court-circuitage quasi systématique par les journalistes, préférant s'adresser directement aux cabinets ministériels.

⁷³ Bille Jacques, Ollivier-Yaniv Caroline, « Le Service d'Information et de Diffusion du Premier ministre (SID), acteur et produit de la communication du gouvernement français ». Dans : *Quaderni*, n°33, Automne 1997. *L'État communicant, des formes de la communication gouvernementale*. pp. 145-153.

⁷⁴ *Ibid.*

La grande nouveauté de ce travail, et sa grande modernité, reposait sur ce qu'on appelle aujourd'hui le "monitoring" de l'information qu'on effectuait. Nous étions chargés de produire des analyses de la presse et dire voilà ce qui se dit dans les médias, et surtout, voilà les mesures mal comprises, les dossiers gouvernementaux mal vendus, etc. C'était une méthode de travail vraiment moderne pour l'époque, qui s'est largement diffusée aujourd'hui⁷⁵ ».

Enjeu essentiel, la cohésion dans la communication institutionnelle entre l'Élysée et Matignon est facilitée par le travail du SID qui joue un rôle de coordination important : « Le SID n'a jamais été en porte à faux, totalement équidistant entre l'Élysée et Matignon. Le SID était même le lieu de travaux communs dans le domaine de la communication : toutes les semaines se tenait une réunion de coordination avec le Secrétariat général de l'Élysée et des membres du cabinet du Premier ministre⁷⁶ » explique Jacques Bille. Derrière cette présentation d'un travail de communication harmonieux entre les deux têtes de l'exécutif apparaît toutefois la prédominance du chef de l'État qui entend exercer un contrôle rigoureux sur la communication gouvernementale.

Rééquilibrer les rapports entre l'administration et les administrés

L'attention portée à la lisibilité de l'action publique par les citoyens au travers d'un plus grand effort de pédagogie participe au rééquilibrage des rapports entre l'administration et les administrés. La communication institutionnelle, en se professionnalisant, acquiert une fonction d'utilité en devenant un outil d'information au service de la population. Elle participe aussi à cet idéal de « société de communication et de participation » que Valéry Giscard d'Estaing présente dans *Démocratie française*, et qui, pour advenir, nécessite une « conversion interne » de l'administration devant apprendre à « accepter le face à face, respecter dans l'administré son semblable, réinventer un langage accessible⁷⁷ ». On assiste déjà ici, semble-t-il, au basculement progressif de la figure de l'administré vers celle de l'utilisateur, conséquence logique de l'ouverture engagée depuis 1974. Là encore, cette ambition procède directement de la vision politique de Giscard d'Estaing présentée dans son essai de 1976 : « Il est essentiel que l'État obéisse à la lettre de la loi. Mais ceci ne suffit pas. Dans une démocratie pluraliste il doit s'appliquer à connaître et à respecter les opinions et intérêts du citoyen. [...] Cela signifie que ses responsabilités ne l'autorisent pas à agir sans consulter, à décider sans expliquer, à trancher sans avoir fait le nécessaire pour parvenir à un accord. Cette règle d'action moderne, fondée sur l'explication, la consultation et la concertation préalable, n'est pas une manifestation de faiblesse, mais de considération pour la société pluraliste. Son application est encore imparfaite [...]. Elle suppose [...] un respect réel du citoyen, la perception du fait que "l'homme quelconque" a quelque chose à dire sur son cas et est bon juge de ses intérêts [...], le goût et le courage du dialogue direct avec les individus et les groupes⁷⁸. »

Trois réformes décisives vont donner corps à cette ambition.

⁷⁵ Témoignage de Anne Méaux.

⁷⁶ Jacques Bille, *op. cit.*

⁷⁷ *Démocratie française*, *op. cit.* p.85.

⁷⁸ *Ibid.* pp.149-150.

La première est la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés qui institue une réglementation sur le traitement et la protection des données personnelles. Concrètement, la loi vise à encadrer le développement de l'informatique en la mettant au service du citoyen, et en protégeant les droits et libertés de ce dernier face aux possibles dérives de l'informatique entraînées par l'administration ou les organismes privés⁷⁹. Le projet, défendu depuis 1970 par Michel Poniatowski, conduit à la création de la Commission Nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), autorité de contrôle indépendante chargée de veiller à l'application de la loi. Dans ce domaine, la France pourra se targuer d'être pionnière. Seules l'Allemagne (1971) et la Suède (1973) disposent de législations similaires.

Six mois plus tard, le Parlement vote le 17 juillet 1978 une nouvelle loi portant diverses mesures d'amélioration entre l'administration et le public. Fondée sur le droit consacré par l'article 15 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen selon lequel « la société a le droit de demander compte à tout agent public de son administration », la loi garantit un droit d'accès des citoyens aux documents administratifs. Elle donne alors naissance à la Commission d'accès aux documents administratifs (Cada), une autorité administrative indépendante chargée de faciliter et contrôler l'accès des particuliers aux documents administratifs.

La loi du 11 juillet 1979 enfin, participe à ce même mouvement d'amélioration des relations entre l'administration et le public. Celle-ci impose une obligation de motivation de certaines décisions administratives, c'est-à-dire principalement les décisions défavorables à l'administré (refus d'un droit ou avantage, sanction, retrait d'un droit acquis...).

Ici se confirme l'hypothèse avancée en introduction selon laquelle la présidence de Valéry Giscard d'Estaing a participé à l'institutionnalisation de nouveaux principes de « bon gouvernement ». Ces trois lois témoignent d'une volonté accrue de transparence et de participation en reconnaissant au citoyen des droits lui permettant, non pas de s'immiscer dans le travail de l'administration, mais d'en observer les méthodes et éventuellement de les contester. Ces lois participent également à renforcer la qualité de l'action publique en veillant à sa meilleure acceptation. Elles contribuent enfin à consolider la confiance démocratique, pilier essentiel du bon gouvernement.

Les vertus de la pédagogie

Il serait faux de croire que l'ensemble des transformations et réformes évoquées a entraîné mécaniquement la disparition d'une communication politique fondée sur une logique de propagande, visant à « vendre » l'action du gouvernement. Cependant, force est de constater qu'une doctrine nouvelle de la communication fondée sur la pédagogie de l'information et toute droite dictée par la vision de Giscard est apparue sous son septennat. Jacques Bille en témoigne⁸⁰ : « J'ai toujours pensé une chose très simple, comme le Premier ministre et le

⁷⁹ L'une des polémiques importantes est celle suscitée par le projet « Système automatisé pour les fichiers administratifs et le répertoire des individus » (SAFARI) prévoyant de créer un répertoire interconnecté permettant aux différentes administrations (impôts, sécurité sociale, police, etc.) de partager facilement les données des individus, en les reliant à un identifiant unique. En mars 1974, un article du Monde intitulé « SAFARI ou la chasse aux Français » révèle l'affaire et crée la polémique conduisant à l'abandon du projet.

⁸⁰ Jacques Bille, *Op. cit.*

président de la République auprès desquels je travaillais : nous avions confiance dans la vertu pédagogique de l'explication de ce qu'on faisait. Si on expliquait bien ce qu'on faisait et pourquoi, la partie pouvait être gagnée. Il ne s'agissait pas de dire "c'est bien", mais de dire : "voilà ce qu'on fait". De l'explication claire, simple et compréhensible par les citoyens pouvait naître une adhésion ». Comment ne pas voir dans ce propos une reformulation fidèle de la thèse défendue par Valéry Giscard d'Estaing dans son *Démocratie française* ? On peut ainsi avancer que les pratiques de communications propres à Giscard, notamment dans leur aspect explicatif et pédagogique, qui affleuraient déjà dans les années 1960, se sont diffusées et institutionnalisées. Le style VGE s'est communiqué à l'État et à son gouvernement.

À ce titre, le discours du 27 janvier 1978 Verdun-sur-le-Doubs, à l'approche des élections législatives, constitue l'exemple paradigmatique de la coexistence d'une communication à la fois partisane et soucieuse de pédagogie. Les élections cantonales de 1976 et municipales de 1977 avaient vu la victoire de la gauche. Dans ces conditions, la dynamique électorale favorisait l'union de la gauche, en dépit des tensions qui la traversaient. La grande question politique et institutionnelle du scrutin de 1978 est de savoir quelles seront les conséquences d'une défaite pour le parti présidentiel. Car jamais l'hypothèse d'un conflit entre la majorité présidentielle et la majorité législative n'avait été envisagée. On sait qu'avec le général de Gaulle, une défaite aux législatives aurait entraîné une dissolution ou une démission. Le président Giscard d'Estaing avait lui refusé de dissoudre dans l'élan de sa victoire en mai 1974. De même, il a rapporté qu'il avait écarté l'hypothèse que lui avait présentée Jacques Chirac au printemps 1976 de dissoudre. Le discours de Verdun-sur-le-Doubs constitue ainsi une prise de parole majeure : Giscard entend « fixer les règles du jeu⁸¹ » et définir sa doctrine.

Le discours, resté célèbre pour sa formule : « Je suis venu vous demander de faire le bon choix pour la France », appelle les Français à choisir la victoire de la majorité plutôt que celle du Programme commun. Le propos, long, brasse de nombreux sujets – les premiers résultats de sa politique économique, les avancées sociales, la place de la France dans le monde – conjuguant dramatisation des enjeux et exposé didactique. Ce qui frappe, c'est la simplicité et la clarté du langage utilisé, traduisant l'objectif clairement explicatif et pédagogique de cette intervention que le Président dit délivrer au nom des « intérêts supérieurs de la Nation ». Le chef de l'État recourt ainsi à des métaphores simples – voire simplistes – identifiant les Français non pas à « de simples passagers qui peuvent se contenter de critiquer le chauffeur, mais [à] des conducteurs », puis à une « personne tombée à la mer et qui nage à contre-courant pour regagner la rive ». Le Président convoque également le thème du « discours de vérité » qui deviendra de plus en plus récurrent dans le vocabulaire giscardien jusqu'en 1981 : « Il faut regarder la réalité en face. Et elle vous répond ces quatre vérités : - il faut achever notre redressement économique - il faut que la France puisse être gouvernée - il faut avancer vers

⁸¹ Dans un article J. Jaffré rappelle que la situation dans laquelle risque de se trouver Valéry Giscard d'Estaing en cas de défaite connaît deux précédents dans l'histoire politique française : celui de la crise du 16 mai 1877 qui avait forcé le Président Mac Mahon à se « soumettre » puis à se « démettre » ; celui de la victoire du Cartel des gauches en 1924 qui avait contraint le Président Alexandre Millerand à démissionner. Voir « Valéry Giscard d'Estaing et les élections – De la victoire surprise de 1978 à la défaite inattendue de 1981 », dans *Commentaire*, hiver 2024, n°188.

l'unité et la justice - il faut assurer le rôle international de la France. Et ce sont ces quatre vérités qu'à mon tour je vais vous dire »⁸².

Au-delà de l'aspect rhétorique et de sa visée politique, l'intérêt de ce discours pour notre sujet tient aux motifs qu'il mobilise : confiance en l'intelligence des citoyens – qu'il considère comme des acteurs à part entière de la vie politique – ; principe de transparence – ce que traduit la promesse d'un « discours de vérité » - ; dialogue direct avec les Français. Sur ce dernier point, il est important de rappeler que cette prise de parole rompt avec la tradition gaullienne selon laquelle le Président, en tant qu'arbitre, s'abstient de s'engager en période électorale sauf dans le cas des élections présidentielles. L'intervention à Verdun-sur-le-Doubs marque ainsi une étape supplémentaire dans l'instauration d'un rapport de proximité avec les Français en même temps qu'elle réaffirme la centralité de la figure présidentielle. Apparaît ici une sorte de synthèse audacieuse entre une volonté de proximité et la revendication d'une position de surplomb conférée par son statut et légitimée par la défense d'un intérêt supérieur, celui de la Nation. On pourrait être ici tenté d'y voir le signe précurseur d'un glissement de la première position vers la deuxième. Quoi qu'il en soit, cette conception renouvelée du positionnement du Président face aux événements de la vie politique française conduit à l'omniprésence de celui-ci dans l'espace politique et médiatique, au risque, peut-être, de susciter une certaine forme de lassitude dans l'opinion publique.

Tout en jouant la carte de la libéralisation, le président de la République utilise un vrai privilège régalien en intervenant une nouvelle fois, la veille du premier tour, à la télévision. Il dramatise alors les enjeux du scrutin de manière un peu surprenante. En effet, dans son discours de Verdun-sur-le-Doubs, il avait affirmé qu'il respecterait le résultat⁸³, et qu'il ne pourrait rien faire contre l'application du programme commun de la gauche. C'était ouvrir la voie à ce qu'on n'appelait pas encore « la cohabitation » et cela rassurait : il n'y aurait pas de crise institutionnelle si la gauche venait à gagner les élections. Dans le message diffusé depuis Chanonat – là encore Valéry Giscard d'Estaing entend jouer avec la proximité en parlant depuis le cœur de l'Auvergne – il rappelle les risques de l'arrivée de la gauche au pouvoir et le « désastre » économique que représenterait l'application du programme commun.

Reste que ces prises de parole atteignent leur objectif. Contrairement aux pronostics des sondages qui laissaient présager une victoire de la gauche, celle-ci subit un revers notable en obtenant, le 19 mars, 201 sièges (dont 113 pour le Parti Socialiste et 86 pour le PCF) contre 290 sièges pour les partis de la majorité. Mieux, la nouvelle UDF réussit une percée en obtenant 22,75% des voix au 2nd tour et 137 députés (contre 148 pour le RPR).

*

Le succès de ces élections, dans un contexte politique défavorable à un président qui se dirige progressivement vers la fin de son mandat, constitue sans doute la confirmation de la thèse de Valéry Giscard d'Estaing concernant les vertus de la pédagogie. Ainsi, en renouvelant

⁸² On ne peut qu'être frappé par l'anticipation des slogans de la campagne de 1981 : « Il faut un président à la France », « il faut une France forte ».

⁸³ Dans le troisième volume de ses Mémoires, *Le Pouvoir et la Vie*, Giscard explique qu'en cas de défaite il avait l'intention de s'installer au château de Rambouillet et ne venir à l'Élysée que pour présider les conseils des ministres. V. Giscard d'Estaing, *Le Pouvoir et la Vie. III. Choisir*, Éditions Cie 12, 2006, p.65-67

les pratiques de la communication – présidentielle, institutionnelle, gouvernementale et administrative – Giscard a réuni les conditions du bon gouvernement dont on comprend à présent un peu mieux les contours. Le bon gouvernement s'appuie sur une relation gouvernants/gouvernés équilibrée, s'efforce de prendre le temps d'explicitier le bien-fondé de décisions fondées rationnellement, et agit dans un cadre transparent en s'appliquant à présenter les difficultés rencontrées avec honnêteté. En 1979, le président peut penser qu'il touche au but de son projet politique et que les Français y adhèrent. Les élections européennes voient le triomphe de Simone Veil et de la liste UDF qui l'emporte face à François Mitterrand, Georges Marchais et Jacques Chirac⁸⁴. L'UDF pourrait devenir la première force politique du pays ?

Le succès de sa politique, Valéry Giscard d'Estaing le doit aussi beaucoup à la méthode employée et à sa modernité. Pourtant, on le sait, la présidence Giscard se solde par un échec qui au-delà de l'échec politique, constitue une sorte de désaveu de la possibilité d'une société de confiance fondée sur un idéal de transparence et de vérité. En plus des raisons politiques et exogènes qui ont conduit à la défaite de Giscard en 1981, la dernière partie du mémoire s'attachera à essayer de comprendre ce qui, dans la communication de Valéry Giscard d'Estaing et dans sa personne, ont pu manquer.

⁸⁴ La liste UDF obtient 27,61% des voix, le PS-MRG 23,53%, le PCF 20,52% et le RPR 16,31%.

III – Le retour du candidat et la campagne ratée de 1981 : le désaveu d’une politique ou d’une personne ?

Des erreurs de communication... ou de non-communication

Une distance technocratique

Le 1^{er} février 1977, Valéry Giscard d’Estaing participe à une édition spéciale de l’émission *Dossier de l’écran*. Celle-ci propose un format original : elle rassemble des Français de tout bord politique et de toute classe sociale dans une salle de réception. Le président est invité à passer de table en table pour rencontrer les participants et répondre aux questions posées. Alors que le présentateur l’interroge au début de l’émission sur les raisons qui l’ont poussé à participer à ce format, Valéry Giscard d’Estaing rappelle sa volonté d’établir un dialogue direct avec la société et de continuer à avoir « des occasions de rencontrer les Français ». Durant l’émission, comme à son habitude, le chef de l’État fait montre d’une très bonne maîtrise de l’exercice : chaque réponse fait l’objet d’un exposé didactique, clair et concis. Cependant, la rationalité de la démonstration prend largement le pas sur l’empathie du discours. Interpellé sur la problématique de la montée des inégalités sociales par une aide-soignante qui dissimule mal son émotion⁸⁵, le Président déroule une réponse méthodique mobilisant des chiffres précis sur la revalorisation du SMIC ou le traitement des fonctionnaires. La réponse est caractéristique du style de communication de Giscard d’Estaing à la fin de son mandat : défense du bilan et de la méthode mais sur un ton dont la froideur flirte avec ce qui a pu être interprété comme une forme de condescendance. On comprend avec cet exemple la difficulté d’une communication qui cherche à conjuguer proximité et expertise et qui conduit, *in fine*, à créer une certaine distance.

Pourtant, le président, convaincu de la pertinence de sa politique et de la justesse de ses choix, reste insensible aux critiques qui soulignent cette froideur technocratique. L’effet est redoublé par la personnalité de son Premier ministre, Raymond Barre qui, en universitaire, refuse les codes du langage politique. Il ne manque pas de manifester un certain mépris qu’il nourrit à l’encontre de la classe politique⁸⁶. S’il tient un discours de vérité qui est conforme aux vœux du Président, Raymond Barre affronte une impopularité croissante qu’il entend ignorer⁸⁷.

⁸⁵ <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i17023043/question-sur-les-inegalites-sociales> [07/04/2025]

⁸⁶ « Les sentiments peu flatteurs que M. Barre nourrit à l’égard des parlementaires en général et de ceux du groupe gaulliste en particulier se sont même renforcés au fil des mois. Les jugements méprisants qu’il porte sur le R.P.R., après avoir été nourris par le comportement de M. Chirac à son égard, s’alimentent maintenant de l’attitude du groupe gaulliste à l’Assemblée nationale et de la conviction dont M. Barre est pénétré que le mouvement fondé par le maire de Paris est en perte de vitesse dans le pays. », André Passeron, *Le Monde*, 17 novembre 1979.

⁸⁷ « Je préfère être impopulaire qu’irresponsable » déclare M. Barre, *Le Monde*, 5 septembre 1980. L’article rapporte les propos pour le moins francs du Premier ministre : « J’ai une mémoire d’éléphant. L’an dernier, à Saint-Pol-de-Léon, les meutes se déchaînaient contre moi et l’intensité du bruit qu’elles faisaient était proportionnelle à leur médiocrité » ; « Être populaire quand on veut gouverner ? Cela ne s’est jamais vu (...). Si on cherche la popularité, on n’accepte pas des fonctions gouvernementales. On se met dans l’opposition ou bien on écrit des articles. Dans ce cas, on est sûr de satisfaire tout le monde sans que cela tire à conséquence. Je préfère être impopulaire qu’irresponsable. Bien sûr, les sondages n’ont qu’à continuer : tant mieux si ça fait gagner de l’argent aux instituts. »

Une mise en cause de l'intégrité personnelle du Président

En 1979, l'affaire dite des « diamants de Bokassa » met en difficulté le Président, notamment dans ce qui était jusque-là sa force, la communication. Le 10 octobre 1979, *Le Canard enchaîné* publie un article dans lequel il révèle que le président de la République a reçu de l'ancien chef d'État centrafricain une plaquette de diamants de trente carats estimés à un million de francs. Le journal rapporte également que deux cousins de Valéry Giscard d'Estaing auraient reçu de la part de Bokassa des terrains de chasse en Centrafrique et la nationalité centrafricaine. Si le Président s'offusque de la mise en cause de son intégrité personnelle, il refuse de répliquer immédiatement pour éteindre la polémique, estimant que « les Français ne croiront jamais des bêtises pareilles⁸⁸ ». Lors de l'interview qu'il accorde à Alain Duhamel, Gérard Saint-Paul et Jean-Pierre Elkabbach, en direct de l'Élysée le 27 novembre 1979, soit deux mois après la parution de l'article le mettant en cause, Valéry Giscard d'Estaing est visiblement ému et affecté⁸⁹. Il justifie son silence face à des attaques lancées par *Le Canard enchaîné* et *Le Monde* dès la mi-octobre par « l'idée qu'[il a] de la fonction et qui est qu'il faut les laisser les choses basses mourir de leur propre poison ».

Or, l'exploitation politique de l'affaire empoisonne toute la fin de son mandat. La dérive monarchique du Président est moquée par *Le Nouvel Observateur* dans une couverture restée célèbre en date du 2 février 1981 « L'homme qui voulait être roi », sur laquelle Giscard d'Estaing apparaît à la manière des rois d'Ancien Régime. Entre la fin 1979 et jusqu'en mai 1981, une hostilité croissante se développe que le président de la République croit cantonnée au monde médiatique. Mais en réalité, elle infuse souterrainement et se manifestera bruyamment au soir du 10 mai 1981 quand les électeurs de François Mitterrand célébreront le triomphe de leur champion qu'ils vivent alors comme un changement de régime⁹⁰.

La campagne ratée de 1981

Face à l'échéance présidentielle à venir, Valéry Giscard d'Estaing commet plusieurs erreurs d'appréciations. La première est de penser que les divisions de la gauche et que les difficultés de François Mitterrand, challengé par Michel Rocard, fragilisent les socialistes. La deuxième est de conserver son Premier ministre dont l'impopularité entraîne le Président à la baisse dans les sondages⁹¹. La troisième a été de ne se déclarer que le 2 mars 1981, laissant occupés les mois de janvier et de février au lancement des campagnes de François Mitterrand et de Jacques Chirac, ses principaux concurrents. Le chef de l'État n'a pas bien pris la mesure du contexte nouveau dans lequel se déroule cette élection. L'élection présidentielle de 1981 est en effet la première à se tenir dans un contexte normalisé et à s'inscrire dans la durée. Celle de

⁸⁸ Témoignage de Jean Sérisé, rapporté dans la biographie d'E. Roussel, *op. cit.*

⁸⁹ Les proches de Valéry Giscard d'Estaing lui ont conseillé de passer le plus vite possible à la contre-offensive médiatique. Mais le Président refusait cette option, ce qu'il confirme lors de l'émission avec cette formule : « j'oppose un démenti catégorique et j'ajoute méprisant. »

⁹⁰ Jack Lang évoque le passage des « ténèbres à la lumière » et Coluche ajoute : « le 10 mai deux rois sont morts : Louis XV et Giscard d'Estaing ».

⁹¹ Dans *Le pouvoir et la vie*, Valéry Giscard d'Estaing évoque le remplacement de Raymond Barre par Jacques Chaban-Delmas, Alain Peyrefitte ou Olivier Guichard, trois membres du RPR. Mais la nomination de l'un ou l'autre de ces hommes aurait entraîné une crise avec Jacques Chirac. Par ailleurs, Giscard évoque la parfaite loyauté de Raymond Barre et l'excellence de son action pour justifier son maintien à Matignon.

1965 avait été marquée par la « non-campagne » de De Gaulle. Celles de 1969 et 1974 avaient été toutes deux anticipées et s'étaient organisées dans la précipitation. L'élection présidentielle de 1981 est, elle, marquée par une longue précampagne dont profitent les adversaires du Président-sortant. Enfin, la situation économique qui s'était redressée fin 1978 a été durement ébranlée par le deuxième choc pétrolier de 1979. L'inflation atteint 13,6% en 1980 et le chômage poursuit sa hausse. Les conditions dans lesquelles Valéry Giscard d'Estaing aborde cette campagne sont donc beaucoup plus difficiles que prévues. Le mot de François Mitterrand, lors du débat présidentiel d'entre-deux-tours, résume très bien la situation du président sortant : « c'est ennuyeux que, pendant l'intervalle [c'est-à-dire le septennat] vous soyez devenu, vous, l'homme du passif » lui assène-t-il. « Cela gêne votre démonstration d'aujourd'hui » ajoute-t-il, pointant la vraie difficulté dans laquelle se trouve le candidat-président. Face aux attaques répétées de Jacques Chirac et, celles, plus attendues, de François Mitterrand, Valéry Giscard d'Estaing concentre les tirs de tous les candidats⁹². S'il arrive en tête au premier tour avec plus de 28% des suffrages exprimés, son challenger socialiste le talonne avec un peu moins de 26%.

Un discours de vérité impuissant face aux promesses électorales

Plusieurs témoignages évoquent une campagne ratée. La distinction que Giscard opère entre le « citoyen-candidat » et le « président-candidat », souligne paradoxalement la situation singulière dans laquelle il se trouve⁹³. L'homme des formules commet ici un choix maladroit qui, combiné au caractère formel et froid de sa déclaration de candidature – une intervention solennelle filmée depuis l'Élysée avec Anne-Aymone apparaissant à ses côtés – va peser sur sa dynamique de campagne. Comme à son habitude, le président commence par un exposé de la situation où l'on retrouve le socle de la pensée giscardienne⁹⁴, puis il évoque « un septennat nouveau ». Il utilise son expérience pour justifier sa candidature : « j'ai cherché et compris ce qui devait être fait pour que [la France] soit forte, heureuse et fière et pour qu'elle s'adapte avec confiance dans ses possibilités qui sont grandes, au monde qui vient ».

Tout au long de la campagne, Giscard s'attache à porter un « discours de vérité » qui contraste avec le flot de promesses électorales de ses adversaires. Refusant d'attaquer les autres concurrents, le président-sortant adopte une « attitude d'homme d'État⁹⁵ » préférant se concentrer sur la présentation honnête et transparente de son bilan et de son programme, pour le septennat à venir. Cette exigence de vérité conduit le chef de l'État à reconnaître avec

⁹² Ainsi Marie-France Garaud, ancienne conseillère politique de Georges Pompidou, et Michel Debré, ancien Premier ministre du général de Gaulle, bien que n'ayant aucune chance de succès, martèlent de très dures accusations contre le président sortant. Voir : l'article d'André Passeron « Mme Garaud : "Giscard se croit plus intelligent que la France". » dans *Le Monde*, 28 janvier 1981.

⁹³ Dès sa déclaration de candidature, cette distinction apparaît fragile puisque juste après avoir proposé cette distinction, il explique que sa campagne « en raison de [ses] fonctions » comportera deux étapes, une première d'information et d'explication, puis une seconde de rencontres.

⁹⁴ « Je vous rendrai le pouvoir que vous m'avez confié en 1974 (...) Ce pouvoir je l'ai exercé pour le bien de la France et aussi celui des Français, dans la mesure de mes moyens ». « La France mérite un vrai débat démocratique où la voix de la raison et du cœur, de la liberté et de la solidarité, se fassent entendre et finalement, j'en suis sûr, l'emporte »

⁹⁵ Jérôme Jaffré distingue la posture « d'homme politique » qu'adopte Giscard en 1974 de la posture « d'homme d'État » qu'il adopte lors de la campagne de 1981 contribuant à créer une image distanciée du Président qui alimente le désamour croissant des Français pour celui-ci. Voir « Valéry Giscard d'Estaing et les élections », *op. cit.*

sincérité les « ratés » de son septennat. Le 10 mars 1981 sur TF1, il déclare « Le plus grave échec de mon septennat, c'est de ne pas avoir pu régler le problème de l'emploi ». Quelques semaines plus tard, dans le débat de l'entre-deux-tours le 5 mai 1981, il reconnaît « Il y a deux grands revers, deux grandes difficultés : la hausse des prix et le chômage ». Ces deux déclarations témoignent d'une démarche d'honnêteté intellectuelle : celle de dresser sans fard l'état de la situation pour mieux y remédier. Or, si celle-ci alimente une image de sincérité et de transparence, elle le dessert dans un contexte électoral au sein duquel le Président sortant, contrairement aux autres candidats, doit défendre un bilan qui, s'il est plus qu'honnête, comporte des parts d'ombres. Le programme de Valéry Giscard d'Estaing témoigne également d'un décalage de ton avec les autres candidats : quand celui-ci annonce la poursuite de la lutte contre l'inflation par la modération de la masse monétaire et de la progression des rémunérations, le candidat du Parti socialiste promet la retraite à 60 ans, une cinquième semaine de congés payés, la rémunération du temps de travail le relèvement du SMIC... Lors du débat de l'entre-deux-tours du 5 mai, le Président continue de tenir ce qu'il appelle lui-même « un discours de vérité » et avertit les électeurs du danger de l'arrivée de la gauche au pouvoir : « L'injection de dépenses et de charges nouvelles pour l'économie, naturellement, c'est tentant dans une première phase. Mais nous aurons des importations massives attirées par notre supplément de demande intérieure et notre déficit se creusera ». La prédiction se révélera exacte.

Une stratégie de communication à bout de souffle

En 1981, Valéry Giscard d'Estaing a pourtant cherché à reconvoquer les ingrédients qui avaient conduit à son succès en 1974. Dans sa campagne officielle, il oscille entre proximité et expertise⁹⁶, continue de revendiquer le soutien de la jeunesse, et par-là son image de modernisateur, et s'en félicite puisqu'il dit « voul[oir] parler le langage de l'espoir ». Cependant, une forme de lassitude gagne l'opinion publique qui tient beaucoup au registre « unidimensionnel » de sa communication. Dans un article⁹⁷, le professeur de droit Jean-Marie Cotteret décrit ce phénomène : « [Valéry Giscard d'Estaing] excelle sur le mode pédagogique, rationnel et logique. Ses premières interventions sur ce registre ont largement contribué à asseoir sa crédibilité et son autorité auprès des électeurs. Mais la télévision s'accommode mal d'une communication rationnelle [...] Il en est résulté une certaine lassitude pour les téléspectateurs et ses tentatives de communication sur un mode émotionnel (sa femme, ses fleurs, son allure faussement décontractée) n'ont pas été suffisantes pour compenser ». La personnalité de Giscard qui avait tant séduit les foules en 1974 devient le catalyseur d'une certaine forme d'agacement, voire de répulsion.

Comment expliquer que ce qui a séduit en 1974 soit ce qui suscite le rejet en 1981 ? Certes il y a les erreurs de communication et la difficulté pour le chef de l'État à incarner un

⁹⁶ Voir <https://www.youtube.com/watch?v=c8eqWZ0G60M> Campagne officielle interview d'Anne-Marie Peysson : Giscard plaide sa connaissance des Français et recherche le soutien de l'électorat féminin : « J'ai un secret avec les femmes françaises (...) et ce secret je le dirai un peu plus tard, pas aujourd'hui. » Puis au lendemain du second tour, il se fait interroger par Michel Barnier, le plus jeune député de France.

⁹⁷ Jean-Marie COTTERET, « Stratégies de communication des Présidents de la République », *Pouvoirs* n°41, mai 1987.

« paraître » populaire et émotionnel⁹⁸ – qui devient de plus en plus incontournable dans la communication politique moderne –, mais il faut aussi prendre en compte des raisons plus structurelles qui tiennent à la situation difficile à laquelle il est confronté. Comptable du bilan économique, Giscard apparaît comme responsable d’une politique économique qui échoue. L’opposition pouvait ainsi aisément, par ses promesses, proposer une alternative et ce d’autant plus que la gauche a toujours été écartée des responsabilités gouvernementales. La crise, terme désormais installée dans le vocabulaire politique quotidien, apparaît comme quelque chose à surmonter pour retrouver la prospérité des Trente Glorieuses. C’est en 1979 que Jean Fourastié publie l’ouvrage *Les Trente Glorieuses, la révolution invisible*, dont le titre va devenir un « chrononyme⁹⁹ ». Le septennat de Valéry Giscard d’Estaing semble avoir été le point de bascule entre une France de la prospérité et une France de l’inquiétude. Cette situation, souterraine et implicite entre 1979 et 1981, semble avoir largement contribué autant à sa défaite qu’à la fragilisation de son discours.

Le départ de l’Élysée

En dépit de ses efforts, la sanction tombe le 10 mai 1981 et Valéry Giscard d’Estaing est battu avec 48,3% des voix contre 51,7% à François Mitterrand. Quoique abattu par ce résultat, le Président estime avoir encore un devoir qui est d’assurer la transition pacifique du pouvoir. Une fois encore, il va chercher aux États-Unis une inspiration : celle de la *Farewell adress*, une habitude inaugurée par George Washington lui-même. Il s’agit d’un discours d’adieu que prononce le président à quelques jours de la fin de son mandat. De cette dernière allocution présidentielle, la mémoire collective n’a conservé que le « au revoir » suivi d’une théâtrale sortie vers le fond de la salle, avec comme image un fauteuil vide. Cette ultime innovation est un ratage complet¹⁰⁰. Pourtant, à revoir l’allocution dans son ensemble, on retrouve l’essence de la communication giscardienne. Le président sortant reprend les thèmes de sa campagne mais aussi les fondements de son *credo* politique.

À côté de ses grands principes politiques – une démocratie apaisée, « une France forte et paisible, fraternelle pour les siens », la restitution des « biens les plus précieux de la collectivité nationale, la paix, la liberté, les institutions¹⁰¹ » – et de la défense de son bilan – le maintien de la solidité du franc, la limitation du déficit budgétaire, le rétablissement des comptes de la Sécurité Sociale et donc la sauvegarde des régimes sociaux, la paix, l’indépendance énergétique, le renforcement de l’entente franco-allemande pour l’Europe –,

⁹⁸ Dans une note du 16 avril 1981, Michel Poniatowski met en garde le Président : « Mise en garde ! Du mauvais usage de quelques trucs : les fondations et la maison : l’électorat populaire voit mal VGE en maçon ! ». Cité dans Maxime Tandonnet, *Michel Poniatowski, Un prince dans la République*, Paris, Perrin, 2025, p.272.

⁹⁹ Dominique Kalifa (dir.), *Les Noms d’époque. De « Restauration » à « années de plomb »*, Paris, Gallimard, « Bibliothèque des Histoires », 2020.

¹⁰⁰ « Plus que la grande joie du 10 mai 1981, j’ai toujours en mémoire le départ grandiloquent et méprisant du président Giscard avec son “au revoir”. », *Le Monde*, 10 mai 2011, « Trente ans après des internautes racontent au monde.fr l’élection de François Mitterrand ». « Les Français ne veulent plus de lui. « *Vous ne pouvez pas savoir ce que c’est que d’être battu* », soupire-t-il devant sa fidèle conseillère Mylène Descamps, avant de préparer, solitaire et vexé, son « au revoir » télévisé qui se révèle aussi théâtral que raté avec cette chaise vide filmée une longue minute au son de *La Marseillaise*. Il est pour tout dire ridicule », Françoise Fressoz, « 1981, Valéry Giscard d’Estaing, l’espérance du retour », *Le Monde*, 30 juillet 2018.

¹⁰¹ « J’en ai été le gardien et au moment où je m’en vais, ils vous sont restitués intacts ».

Valéry Giscard d'Estaing parle de lui. « Je viens, très simplement vous dire au revoir » : le contraste entre la solennité de l'allocution et l'idée de simplicité, au terme d'une campagne où il a été attaqué pour ses obsessions monarchiques, crée un décalage qui fragilise son intervention. Battu, il dit pourtant aux Français qu'ils peuvent être fiers car il les a représentés à l'étranger. Là encore, la disqualification de sa personne ne semble pas entrer dans son champ d'analyse. La défaite, et avec elle son jugement politique, sont évoqués mais placés à distance voire même renversés : lorsqu'il évoque « ce jour qui marque pour beaucoup le terme de grandes espérances », il semble ignorer la réalité de l'ambiance du 10 mai 1981. Enfin, le Président vaincu semble se placer face à l'avenir : « Je saurai pouvoir compter sur vous », « pour moi je resterai attentif », « tourné vers l'avenir et fort de l'expérience acquise, je ferai en sorte de me tenir à la disposition de mon pays ». Les supporters de François Mitterrand peuvent entendre ici, à nouveau, une sorte de mise en garde du président sortant. Valéry Giscard d'Estaing est le premier président battu à sa propre réélection et anticipe le rôle qu'il est désormais appelé à jouer : sans qu'il ne le stipule de manière claire, il revendique, à l'évidence, un rôle singulier lié à son statut d'ancien président¹⁰². Une attitude qui sans doute, dans l'ambiance de mai 1981, a pu agacer.

La dernière phrase est intéressante car elle vient introduire dans le vocabulaire politique une notion oubliée depuis longtemps : la Providence. « Dans ces temps difficiles où le mal rôde et frappe, je souhaite que la providence veille sur la France pour son bonheur, pour son bien et pour sa grandeur ». On pourrait être tenté d'y détecter la singularité de la philosophie politique giscardienne. À l'évidence, la notion, d'origine religieuse, renvoie à une transcendance qui n'a pas sa place dans la culture politique française. On aperçoit ici la dimension syncrétique de sa pensée politique : le libéralisme de Giscard d'Estaing s'adosse à une éducation et une vision du monde conservatrice et traditionnelle empreinte d'une dimension religieuse.

Mal reçu dans son ensemble, ce texte exprime pourtant une certaine vérité politique du giscardisme qui, dans l'effervescence de l'arrivée de la gauche au pouvoir, ne trouve qu'un faible écho. L'impatience qui habite les Français contribue, avec le caractère décalé du « au revoir », au ratage de cette dernière allocution.

*

On mesure ainsi comment une forme de rejet de la personne s'est cristallisée lors des dernières années de sa présidence. Depuis 1979, la critique sur le comportement personnel de Valéry Giscard d'Estaing a pris le pas sur le contenu de sa communication, et la campagne, avec notamment les diamants collés sur les yeux des affiches de Giscard, a manifesté au grand jour ce désamour. Dans une lettre du 22 juillet 1984 adressée à Valéry Giscard d'Estaing, Michel Poniatowski pointe cette brisure qui s'est créée progressivement entre l'ancien Président et les Français : « Car peu de choses à tort ou à raison, t'ont fait plus de tort depuis 1981 que le sentiment qu'a eu l'opinion de percevoir chez toi le frémissement vif et constant d'une ambition trop personnalisée et intéressée ». Le grand communicateur semble avoir perdu de sa capacité de séduction : l'image du modernisateur a fini par s'effacer derrière celle du

¹⁰² Il annonce au cours de l'intervention qu'il accueillera lui-même le président élu à l'Élysée, une première sous la V^e République.

technocrate pointu, du président aristocrate, de l'homme de son milieu un peu hautain et condescendant¹⁰³.

Ce désaveu de la personne est aussi le désaveu d'une méthode : celle de l'efficacité d'une communication fondée sur les principes de transparence et pédagogie. Car la défaite de 1981 marque aussi, d'une certaine manière, la victoire d'une communication plus émotionnelle fondée sur les promesses électorales. Si la télévision a rendu populaire Valéry Giscard d'Estaing et a contribué à la modernisation du débat politique et de sa médiatisation, elle est aussi le média qui amplifie le potentiel démagogique de la communication politique en faisant appel au sentiment de l'électeur plutôt qu'à la construction d'un avis fondé rationnellement¹⁰⁴.

¹⁰³ Philippe Ratte fait de ce tempérament l'une des marques principales de la faiblesse de sa communication : « Le faire-savoir, il s'y entend et s'y emploie, mais avec l'inconvénient incurable de cette supériorité qui ne se voit jamais mieux que lorsqu'il s'applique à faire simple. De Gaulle était sur ce plan incomparablement plus à l'aise, plus naturel, et donc plus efficace. La communication publique de Giscard, malgré sa touchante application à bien faire, sent toujours le *media training* et/ou la recherche d'un ton de circonstance, alors qu'au naturel, sa conversation est toujours agréable. Il semble, dans les circonstances officielles, passer un grand oral, comme s'il s'interdisait alors l'aisance de l'authenticité, et cela le dessert quelque peu. ». Voir Philippe Ratte, *Valéry Giscard d'Estaing. L'autre grand président*, Paris, Odile Jacob, 2020.

¹⁰⁴ C'est l'analyse qu'en fait Michel Poniatowski dans une lettre à Valéry Giscard d'Estaing du 10 mai 1988 : « Avec la constante progression de l'audiovisuel dans les élections telles que les présidentielles, ce n'est ni ce que l'on dit, ni ce que l'on fait, ni ce que l'on promet qui compte, c'est la sensibilité et le sentiment que l'on crée dans l'opinion ». Voir Michel Poniatowski, *Un prince dans la République*, p.304, *op. cit.*

CONCLUSION

Penser le bon gouvernement

La notion de bon gouvernement est apparue *a posteriori* dans l'argumentation du président Giscard d'Estaing. En 2009, lors de la présentation du catalogue de ses archives établi par Pascal Geneste, Valéry Giscard d'Estaing a conclu que ce qu'il avait essayé de faire « c'était tout simplement le bon gouvernement »¹⁰⁵. Cette expression, qui n'a jamais vraiment été théorisée, semble exprimer pourtant l'essence du giscardisme comme culture politique. Elle révèle un idéal technocratique d'efficacité¹⁰⁶, assis sur le respect des libertés et dont les excès idéologiques sont chassés. Cela explique que son action ait pu être profondément novatrice – abaissement de l'âge de la majorité électorale, loi Veil de dépénalisation de l'avortement, réforme de la saisine du Conseil constitutionnel. Libéral et pragmatique, Giscard d'Estaing estime que la politique doit permettre de mettre en cohérence la législation avec les pratiques des individus. Comme il l'expliquera en 2001 à Agathe Fourgnard, « vous avez deux types d'approches, la première consisterait à dire que la collectivité – c'est-à-dire l'État – est au fond l'outil final de la solution des problèmes (...) La seconde (...) consiste à penser que c'est le comportement des individus qui, finalement, organise la société en fournissant le meilleur type de solutions¹⁰⁷ ».

Le « bon gouvernement » est donc une notion syncrétique, et finalement suffisamment plastique, pour être revendiquée par une philosophie politique aux assises dogmatiques faibles. À la lumière de ce travail et de ses résultats, trois termes semblent particulièrement à même de définir ce que serait le bon gouvernement giscardien : savoir-faire (et son corollaire, faire-savoir), modération et pacification¹⁰⁸.

Le savoir-faire renvoie à l'idéal technocratique d'efficacité dont le parcours de Valéry Giscard d'Estaing est la première incarnation. Cette prérogative de la compétence s'est diffusée à l'entourage du Président qui choisit ses collaborateurs sur le critère premier de leur excellence¹⁰⁹. Le bon gouvernement est ainsi un gouvernement composé des « meilleurs » où, plus que la structure, ce sont les qualités intrinsèques de ses membres qui en déterminent la valeur.

Le savoir-faire s'accompagne de son corollaire : le faire-savoir, c'est-à-dire une habileté à expliciter clairement ce que fait le gouvernement à un public doté de bon sens et en attente d'un discours de vérité. C'est tout l'esprit de la communication giscardienne. Celle-ci se fonde sur un principe élémentaire du libéralisme : l'homme est un être libre doué de raison, et c'est

¹⁰⁵ Témoignage de Perrine Canavaggio.

¹⁰⁶ Margaret Thatcher dans ses mémoires dit de Giscard qu'il aimait la politique... sans le peuple : « Il considérait la politique comme un sport réservé à l'élite, qui devait être pratiqué pour le bien du peuple mais sans sa participation », *10 Downing Street: Mémoires*, Paris, Albin Michel, 1993, p.75

¹⁰⁷ Valéry Giscard d'Estaing, *Entretien*, Paris, Flammarion, 2001, p. 170.

¹⁰⁸ Ces trois termes pourraient être mis en regard avec le « triptyque » dégagé par Arnaud Teyssier au sujet de De Gaulle « guerre, unité, grandeur ». Voir Arnaud Teyssier, *De Gaulle, L'angoisse et la grandeur*, Paris, Perrin, 2024.

¹⁰⁹ À propos de la constitution du secrétariat général de l'Élysée, Valéry Giscard d'Estaing raconte : « Dans cette équipe, le principe de recrutement était de prendre les meilleurs. Dans la recherche de collaborateurs, je donnais pour consigne "trouvez-moi les meilleurs" », *Les années Giscard, Institutions et pratiques politiques*, op. cit. p.80.

cette rationalité qui est au fondement de toute légitimité politique. L'idéal technocratique d'efficacité se mêle ici plus largement à un « idéalisme de l'intelligence¹¹⁰ ».

Le second terme du bon gouvernement est la modération. « Vertu orléaniste par excellence¹¹¹ », la modération se décline en une capacité à « ne pas nuire, ne pas heurter, ne pas gaspiller¹¹² ». Elle désigne une prudence intellectuelle, une capacité à l'action retenue et réfléchie. En cherchant à gouverner au centre, Valéry Giscard d'Estaing parvient à s'extirper de la coupure de la France en deux blocs droite/gauche pour pratiquer une politique de la nuance¹¹³ qui puisse accompagner les évolutions de la société sans heurter les sensibilités. C'est tout l'objet du « changement sans risque » auquel s'est attaché le Président pendant son mandat. Expression d'un libéralisme pragmatique consistant à respecter et ménager les idées de chacun, la modération renvoie aussi aux vertus cardinales identifiées par Platon : prudence, réflexion, tempérance. La pensée du bon gouvernement s'inscrit bien dans une tradition philosophique qui s'étend au-delà du libéralisme.

De ce deuxième terme découle le troisième qui, plus qu'une attitude, renvoie à atmosphère générale : la pacification. Dès 1976, dans son essai *Démocratie française*, Giscard expose son projet de décrispation et pacification de la vie politique française : « Il faut en finir avec le combat mythologique des Gorgones et des Méduses, celui du bien et du mal, qui colore encore notre vie politique d'une violence primitive et dangereuse¹¹⁴ ». Quelques années après, dans le livre d'entretien accordé à Agathe Fourgnaud, Giscard défend à nouveau l'idée que la politique doit être pacificatrice. Il se fonde sur l'exemple de Confucius : celui-ci est d'abord un moraliste qui invite à « un travail des dirigeants sur eux-mêmes, autrement dit un travail intérieur ». Et il continue « De Gaulle n'était pas un pacificateur, mais un unificateur. Tout ce qui n'était pas lui, c'était le chaos, donc l'antipacification. Le pacificateur doit se dire : 'si ce n'est pas moi, ce sera un autre'. Telle est la méthode que j'ai essayé de pratiquer dans un pays qui ne la comprenait pas ». Raymond Aron avait dit de Valéry Giscard d'Estaing qu'il ignorait que l'histoire était tragique. Sans doute, un optimisme profond fonde son ambition de débarrasser la France du caractère inutilement dramatique du débat politique. Aussi la pacification, parce qu'elle permet le dialogue, apparaît-elle comme le moyen d'arriver au stade le plus avancé de la démocratie.

¹¹⁰ Dans son discours de réception de Valéry Giscard d'Estaing à l'Académie française en 2004, Jean-Marie Rouart concluait ainsi son discours : « En tout, vous avez voulu agir raisonnablement. (...) Enfin, vous croyez surtout au pouvoir de l'intelligence. Vous avez cru qu'elle pouvait être l'arme secrète pour conjurer les passions. Il y a en vous un idéalisme de l'intelligence comme si, grâce à elle, l'humanité pouvait abdiquer ses passions nocives ».

¹¹¹ Jean-Louis Bourlanges, « Valéry Giscard d'Estaing ou le centre en majesté », *Commentaire*, n°171, Automne 2020

¹¹² *Ibid.*

¹¹³ « Quand vous dites droite/gauche vous entrez dans la classification de la coupure de la France en deux (...) Comme je refuse [cette coupure], je ne mets pas dans cette classification. En revanche, quand vous parlez du centre, vous sortez de cette classification, et vous pouvez alors nuancer », dans *Entretiens avec Agathe Fourgnaud*, *op. cit.*

¹¹⁴ *Démocratie française*, *op. cit.*

Quels enseignements pour aujourd'hui ?

À première vue, les principes et leçons de la présidence de Valéry Giscard d'Estaing paraissent difficilement transposables dans un monde qui réunit de moins en moins les conditions nécessaires à leur application. La multiplication des canaux de communication – notamment avec l'avènement d'internet et des réseaux sociaux – et leur démocratisation, participent à une dilution et à un morcèlement de la parole politique qui compromettent son utilité, son autorité et sa portée pédagogique. Contrairement aux années 1970, le nouvel écosystème médiatique soumet la communication actuelle à une logique de brièveté et de réaction immédiate qui conduit inévitablement à une simplification du message politique. La pacification de la vie politique voulue par Valéry Giscard d'Estaing pâtit de ces nouvelles logiques de communication qui entraînent une forme de dramatisation excessive et permanente du débat politique. De manière plus globale, le développement de mouvements populistes dans le monde alimente une vision de la politique aux antipodes de celle promue par Giscard : discours manichéens, simplification de réalités complexes, défiance de la technocratie et des élites, court-circuitage de la représentation parlementaire, rejet du pluralisme, etc.

Dans son essai *Les ingénieurs du chaos*, l'écrivain G. Da Empoli compare le changement de paradigme politique en cours à la différence entre le paradigme scientifique newtonien et celui de la physique quantique. La « politique newtonienne » renvoie au paradigme politique selon lequel le corps social s'accorde sur le principe d'une réalité objective qui puisse être traitée et transformée rationnellement. Ce paradigme, explique-t-il, est celui sur lequel s'est construit la démocratie libérale. À l'inverse, la « politique quantique » se marque par l'abandon de la possibilité d'une réalité objective : toute donnée, tout fait, tout événement, voit sa réalité déformée par le regard de l'observateur, si bien que les faits finissent par valoir moins que le sens qu'on leur donne.

Dans un tel contexte, le fonctionnement régulier de la démocratie libérale apparaît en danger. Or, ce que rappelle Giscard, c'est que la pacification de la vie politique n'est possible que s'il existe une possibilité de « commun » : « La vie démocratique est, certes, un débat et une compétition. Mais ce débat et cette compétition autour du choix des équipes et des politiques, peuvent laisser intact un accord fondamental sur les principes d'organisation de la vie sociale. [...] En confiant alternativement la conduite de leurs affaires à deux équipes opposées mais partageant la même philosophie de base, ces pays concilient les nécessités de la continuité et celles du changement¹¹⁵ ». Sans cette exigence élémentaire d'objectivité, la perspective d'un accord fondamental minimal auquel pourrait advenir le débat politique semble impossible.

En revenir à une certaine forme de rationalité du débat politique, tel serait le principal enseignement laissé par Valéry Giscard d'Estaing et le moyen de protéger une démocratie libérale de plus en plus contestée. Cela implique de réinvoquer certains principes qui ont guidé sa politique.

¹¹⁵ *Démocratie française, op. cit.*, p. 154

En premier lieu, l'un des leviers de la dédramatisation du débat politique apparaît être celui de la revalorisation et redéfinition du rôle de certains acteurs de la vie démocratique. La polarisation du débat naît probablement d'une certaine frustration des partis de l'opposition à échouer à peser dans l'élaboration des choix politiques. Or l'exercice quotidien du pluralisme, implique une reconnaissance de la capacité de l'opposition à participer à l'élaboration des politiques publiques, non pas comme initiateur, mais comme force critique, apte à questionner, amender et enrichir les projets gouvernementaux. Cela implique une revalorisation à la fois du Parlement et des moyens des partis politiques conformément à l'article 4 de la Constitution. Le Parlement devrait ainsi continuer de voir son rôle d'évaluation et de contrôle de l'exécutif renforcé. La configuration actuelle, avec l'absence de majorité claire, a certes redonné une place plus centrale au Parlement, mais celui-ci doit veiller à ne pas redevenir une « chambre d'enregistrement » de la volonté de l'exécutif une fois une majorité absolue rétablie. Par ailleurs, la création de conventions « intergroupes » au sein du Parlement (sur le modèle de ce qui se fait déjà au Parlement européen) pourrait favoriser l'exercice concret du pluralisme et participer à l'apaisement du débat politique. Celles-ci constitueraient un espace institutionnel de discussion stratégique, permettant d'entretenir un dialogue de fond entre les groupes politiques sur de grandes questions de politique générale, en amont des discussions plus techniques en commission.

En second lieu, la pédagogie doit redevenir une valeur cardinale du discours politique. Cela implique d'une part de lutter contre toutes les sources de désinformation qui participent au discrédit de la parole institutionnelle, et d'autre part de s'attacher au réapprentissage de la « parole longue » et explicative. Cela suppose de renouer avec une certaine continuité du discours plutôt que d'adopter une stratégie de communication de « l'annonce » souvent dictée par la conjoncture politique. Cette exigence nouvelle de la communication implique en retour de veiller à élever l'esprit critique des citoyens et ce, dès l'école. Contrairement à ce que l'on pourrait penser, certaines nouvelles formes de médias, loin de se limiter à la diffusion de messages courts et instantanés, permettent aussi de réhabiliter la parole longue et de valoriser l'explication : des formats comme les podcasts politiques, les vidéos de vulgarisation sur YouTube ou encore les entretiens long format en ligne rencontrent un large public et contribuent à une véritable pédagogie de l'action publique, en offrant le temps nécessaire à la nuance, à l'analyse et à la mise en contexte. Les pouvoirs publics gagneraient à se saisir de ces canaux pour renforcer la qualité de leur communication.

La foi en le « bon sens » des citoyens - même si l'expression peut paraître datée – est peut-être l'un des héritages de Giscard qui résonne le plus aujourd'hui, dans un monde où l'action irréfléchie s'impose comme nouveau principe directeur de la politique. Valéry Giscard d'Estaing estimait en effet que « les grands bonheurs de l'existence, ce sont [...] le moment où l'action est guidée par la réflexion, et celui où la réflexion s'incarne dans l'action¹¹⁶ ». En ce sens, la confiance dans l'intelligence, l'éducation et l'esprit critique doivent demeurer une boussole précieuse.

¹¹⁶ *Entretien avec Agathe Fourgnaud, op. cit.* p. 110-111.

Bibliographie

Ouvrages et articles universitaires :

AUDIGIER, François. 2009. « La valorisation de la jeunesse au cœur de la stratégie de communication giscardienne de 1966 à 1974 ». In *Jeunesse(s) et élites. Des rapports paradoxaux en Europe de l'Ancien Régime à nos jours*, dirigé par Christian Bouneau et Christian Le Mao, 51–61. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.

BERNARD, Mathias. 2020. *Valéry Giscard d'Estaing. Les ambitions déçues*. Paris : Dunod.

BERSTEIN, Serge, René REMOND, et Jean-François SIRINELLI, (dir). 2003. *Les années Giscard. Institutions et pratiques politiques, 1974–1978*. Paris : Fayard, coll. Fondation Saint-Simon.

BILLE, Joseph & OLLIVIER-YANIV, Claude. (1997). « Le Service d'Information et de Diffusion du Premier ministre (SID), acteur et produit de la communication du gouvernement français », *Quaderni*, n°33, automne.

BOURLANGES, Jean-Louis. Automne 2020. « Valéry Giscard d'Estaing ou le centre en majesté », *Commentaire*, n°171.

CHAUVEAU, Agnès. 2003. « L'homme politique et la télévision. L'influence des conseillers en communication ». *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°80 (octobre-décembre).

COTTERET, Jean-Marie. 1987. « Stratégies de communication des Présidents de la République ». *Pouvoirs*, n°41 (mai).

DELPORTE, Christian. 2006. *Image et politique en France au XXe siècle*, Nouveau Monde Éditions, Paris.

DA EMPOLI, Giuliano. 2019. *Les ingénieurs du chaos*. Paris : Jean-Claude Lattès.

France Forum. 2022. Numéro spécial : *Valéry Giscard d'Estaing, le grand modernisateur*, n°83 (printemps).

FOURGNAUD, Agathe. 2001. *Valéry Giscard d'Estaing, Entretiens*. Paris : Flammarion, coll. « Mémoire vivante ».

GAILLARD, Marc. 1979. *Les directives présidentielles*. Lyon : Presses universitaires de Lyon.

GAILLON, Jérémie. 2025. *Georges Pompidou. L'Intemporel*. Paris : Gallimard.

GERSTENKORN, Jacques. 2016 « Le discours politique à l'épreuve de l'essai documentaire (1974, une partie de campagne de Raymond Depardon) », *Mots. Les langages du politique*,

GISCARD D'ESTAING, Valéry. 1976. *Démocratie française*. Paris : Fayard.

GISCARD D'ESTAING, Valéry. 2006. *Le Pouvoir et la Vie. Tome III : Choisir*. Paris : Compagnie 12.

Institut de France, 27 mai 2024. Actes du colloque « Valéry Giscard d'Estaing : modernité, expérience, vision ».

JAFFRE, Jérôme. 2024. « Valéry Giscard d'Estaing et les élections – De la victoire surprise de 1978 à la défaite inattendue de 1981 ». *Commentaire*, n°188.

KALIFA, Dominique, dir. 2020. *Les Noms d'époque. De « Restauration » à « années de plomb »*. Paris : Gallimard, coll. « Bibliothèque des Histoires ».

KESSLER, Marie-Christine. 1966. « M. Valéry Giscard d'Estaing et les républicains indépendants : réalités et perspectives ». *Revue française de science politique*, 16^e année, n°5, 940.

MANENTI, Pierre. 2024. *Les barons du gaullisme*. Paris : Passés Composés.

MOCKLE, Daniel. 2019. « Le principe général de bon gouvernement ». *Les Cahiers du droit*, vol. 60, n°4, 1031–1086.

PALMER, Michael, et Jeremy TUNSTALL. 1991. *Media Moguls*. Londres, Routledge.

PLATON. (vers -380). *Lois*, livre I, n°630a-b.

RATTE, Philippe. 2020. *Valéry Giscard d'Estaing. L'autre grand président*, Paris, Odile Jacob.

RIOUX, Jean-Pierre. 2011. *Les centristes : de Mirabeau à Bayrou*. Paris : Fayard.

ROUSSEL, Éric. 2018. *Valéry Giscard d'Estaing*. Paris : Éditions de l'Observatoire.

TANDONNET, Maxime. 2025. *Michel Poniatowski. Un prince dans la République*. Paris : Perrin.

THATCHER, Margaret. 1993. *10 Downing Street : Mémoires*, Paris : Albin Michel.

TEYSSIER, Arnaud. 2024. *De Gaulle, L'angoisse et la grandeur*, Paris : Perrin.

TURPIN, Frédéric. 2020. *Pierre Messmer*. Paris : Perrin.

VIANSSON-PONTE, Pierre. 1968. *Après de Gaulle, qui ?* Paris : Seuil.

Sources audiovisuelles :

Institut National de l'Audiovisuel (INA). (1966–1981). *Archives audiovisuelles de Valéry Giscard d'Estaing*. Disponible sur : www.ina.fr.

INA. 1962. « Déclaration de Valéry Giscard d'Estaing, ministre des finances » <https://www.youtube.com/watch?v=6cw-s36Nlr8>

INA. 1966. « Valéry Giscard d'Estaing à propos de son départ du ministère des Finances » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/i00018187/valery-giscard-d-estaing-a-propos-de-son-depart-du-ministere-des-finances>

INA. 1966. « Valéry Giscard d'Estaing à propos de son ambition politique » <https://mediaclip.ina.fr/fr/i00018188-valery-giscard-d-estaing-a-propos-de-son-ambition-politique.html>

INA. 1968. « Valéry Giscard d'Estaing : élections législatives 1er tour » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf97509359/valery-giscard-d-estaing>

INA. 1969. « Valéry Giscard d'Estaing, élection présidentielle » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf94061048/valery-giscard-d-estaing-election-presidentielle>

INA. 1972. « Pompidou considère la télévision comme la voix de la France » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/il11238607/georges-pompidou-considere-la-television-comme-la-voix-de-la-france>

INA. 1974 « Jacques Chaban Delmas » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caf92033723/jacques-chaban-delmas>

INA. 1974 « Débat présidentiel Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand » <https://www.youtube.com/watch?v=OiiL-3ceMek>

INA. 1975. « Valéry Giscard d'Estaing à l'accordéon » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/r11186150/valery-giscard-d-estaing-a-l-accordeon>

INA. 1977. « Les dossiers de l'écran » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/il7023043/question-sur-les-inegalites-sociales>

INA. 1978. « Le conseil des ministres » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/caa7800476701/le-conseil-des-ministres>

INA. 1979. « Une heure avec le Président de la République » <https://www.ina.fr/ina-eclaire-actu/video/cab79020365/une-heure-avec-le-president-de-la-republique>

INA. 1981. « Campagne présidentielle 1981, avec Anne-Marie Peysson » <https://www.youtube.com/watch?v=c8eqWZ0G60M>

INA, 1981. « Au revoir » <https://www.youtube.com/watch?v=5PS0gY1juCE>

Depardon, Raymond. (1974). *1974, une partie de campagne* [Film documentaire]. Les Films du Losange.

Articles de presse :

Le Monde, 24 avril 1969, « M. GISCARD D'ESTAING : je laisse aux électeurs le choix de s'abstenir ou de voter " non ". » https://www.lemonde.fr/archives/article/1969/04/24/m-giscard-d-estaing-je-laisse-aux-electeurs-le-choix-de-s-abstenir-ou-de-voter-non_2440017_1819218.html

Le Monde, 8 janvier 1975 « Les successeurs de l'O.R.T.F. ne sont pas " la voix de la France " », https://www.lemonde.fr/archives/article/1975/01/08/les-successeurs-de-l-o-r-t-f-ne-sont-pas-la-voix-de-la-france_2601942_1819218.html

Le Monde, 17 novembre 1979 « Redressement des indices de popularité du président de la République et du premier ministre » https://www.lemonde.fr/archives/article/1979/11/17/redressement-des-indices-de-popularite-du-president-de-la-republique-et-du-premier-ministre_3141913_1819218.html

Le Monde, 28 janvier 1981. André Passeron « Mme Garaud : “Giscard se croit plus intelligent que la France”. » https://www.lemonde.fr/archives/article/1981/01/28/mme-garaud-giscard-se-croit-plus-intelligent-que-la-france_2718314_1819218.html

Libération, 20 février 2002, Audigier, François & Depardon, Raymond. « L'inédit de Depardon sur Giscard, visible 28 ans après » https://www.liberation.fr/culture/2002/02/20/l-inedit-de-depardon-sur-giscard-visible-28-ans-apres_394443/

Le Monde, 10 mai 2011, « Trente ans après des internautes racontent au monde.fr l'élection de François Mitterrand ». https://www.lemonde.fr/politique/article/2011/05/10/10-mai-1981-je-m-en-souviens-comme-si-c-etait-hier_1519344_823448.html

Le Point, 13 mai 2014, « Valéry Giscard d'Estaing : ce qu'il n'avait jamais dit », https://www.lepoint.fr/politique/valery-giscard-d-estaing-ce-qu-il-n-avait-jamais-dit-13-05-2014-1821773_20.php

Le Monde, 30 juillet 2018, Fressoz, Françoise, « 1981, Valéry Giscard d'Estaing, l'espérance du retour » https://www.lemonde.fr/series-d-ete-2018-long-format/article/2018/07/30/1981-valery-giscard-d-estaing-l-esperance-du-retour_5337606_5325928.html

Le Monde, 30 juillet 2018, « 1981, Valéry Giscard d'Estaing, l'espérance du retour », https://www.lemonde.fr/series-d-ete-2018-long-format/article/2018/07/30/1981-valery-giscard-d-estaing-l-esperance-du-retour_5337606_5325928.html

Perrin, Olivier. 2018. « L'été 68 : le début du déclin de l'ORTF en France », *Le Temps*, 2 août. https://www.letemps.ch/opinions/revues-de-presse/lete-68-debut-declin-lortf-france?srsId=AfmBOoqw_ZIHMpLI6naj46RUhYB7bVbpOnnWLmeDEG1prxoWezjVqOkj

Documents institutionnels :

Présidence de la République. 1976. *Déclaration en Conseil des ministres de Valéry Giscard d'Estaing sur la réforme de l'État*. Disponible sur : www.vie-publique.fr.

Présidence de la République. Allocution de M. Valéry Giscard d'Estaing, à Verdun-sur-le-Doubs, vendredi 27 janvier 1978. Disponible sur : <https://www.vie-publique.fr/discours/131490-allocution-de-m-valery-giscard-destaing-verdun-sur-le-doubs-vendre>

Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT0000000886460/>

Loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT0000000339241>

Loi n° 79-587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public. Disponible sur : <https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/JORFTEXT0000000518372>

Gérard, Philippe. (2021). « Valéry Giscard d'Estaing, l'ENA et l'administration ». *Fondation Valéry Giscard d'Estaing*. Disponible sur : valery-giscarddestaing.org.